LE PLAN B

www.leplanb.org

Avril-mai 2009 - N°18 Bimestriel - Critique des médias et enquêtes sociales 2 euros



Moraliser le capitalisme





Par ici les euros !

À l'heure où vous aurez ce journal entre les mains, vous serez doublement vernis, car le DVD « Trois petits films contre le grand capital » sera quasiment prêt. Un programme sélectionné par le réalisateur Pierre Carles, coédité par *Le Plan B* et C-P Productions : trois perles serrées dans un même écrin ! Trois grelots scintillants dans votre sabot ! Trois manières de vous inviter :

- à vous empiffrer en compagnie des *« magnificent »* maîtres du Québec, amoureusement filmés par Pierre Falardeau, dans *Le temps des bouffons* ;
- au bord de la piscine du créateur immortel de *Un verre ça va, deux verres : bonjour les dégâts*, pour partager sa vision tourmentée du monde et son *Désarroi esthétique*, saisi par Pierre Carles ;
- sur les lieux de *L'initiation* des futurs soldats du commerce mondial, pour faire le plein de confiance en soi et ne pas commettre d'erreur dans le choix de ses chaussettes, guidés par Boris Carré et François-Xavier Drouet.

Vous pouvez – vous devez – dès aujourd'hui commander ce DVD. Tous les détails figurent dans le bulletin ci-dessous…

Oui ! Je veux écraser le PPA sous mon talon !

Je m'abonne au Plan B

Bulletin à remplir et à renvoyer à : Le Plan B, Service abonnements, BP n° 1, 59361 Avesnes-sur-Helpe Cedex. Mèl : abonnements@leplanb.org
Tél : 03-27-56-38-55 - Fax : 03-27-61-22-52 (ou sur papier libre).
Règlement par chèque bancaire à l'ordre de « La Sardonie libre »

- ❑ Je m'abonne au *Plan B* (10 numéros) et vous joins un chèque de 20 €*
- ❑ Je profite de l'offre Abonnement (10 numéros) + DVD *Trois petits films contre le grand capital*, soit 32 €**
- ❑ Je commande le DVD *Trois petits films contre le grand capital*, et vous joins un chèque de 20 €***
- ❑ Je commande..... paquets de 10 exemplaires du *Plan B* n°..... et vous joins un chèque de..... x 12 €
- ❑ J'apporte un soutien de........ € au *Plan B*

Nom : ....

Prénom : ....

Adresse : ....

....

CP : ....

Ville : ....

Tél. : ....

Mèl : ....

* 25 € pour l'UE ; 30 € pour le reste du monde, port compris.
** 38 euros pour l'Europe ; 46 euros pour le reste du monde, port compris.
*** 22 euros pour l'Europe ; 24 euros pour le reste du monde, port compris.

Plan B 18

Imprimé à l'imprimerie de l'Avesnois, 59440 Avesnes-sur-Helpe • CPPAP 0611I88117 • ISSN 1950-1625 • Édité par La Sardonie libre, sarl de presse ; RCS Paris 488 135 443 • Taulier : Marc Pantanella.

Diffusion militante : Des centaines d'abonnés ont pris en main la diffusion du *Plan B*. Rejoignez-les ! Faites-vous connaître par courrier postal ou électronique. *Le Plan B* vous mettra en contact avec les correspondants de votre région.
Le Plan B, 40, rue de Malte, 75011 Paris. Mèl : admin@leplanb.org

L'armée mexicaine du Plan B :

Direction de la publication : Gilles Balbastre • Direction des opérations : Olivier Cyran, Élodie Couratier • Direction granitique : Pierre Rimbert, Julien Brygo • Direction du bon goût : Marc Pantanella, Mathieu Colloghan • Direction agricole : Alain Accardo, Dominique Pinsolle • Direction tricéphale : Benoît Breville, Antoine Schwartz, Renaud Lambert • Direction des études : Claude Pfeffer, Mathias Reymond • Direction du savon à barbe : Éric Dourel, Denis Perais • Direction délicieuse : Clothilde Dozier, Samuel Dumoulin • Direction assistée : Philippe Monti, Denis Souchon • Direction logistique : Sébastien Marchal, Antoine Bureau • Direction des portes & fenêtres : Bench, Philippe Roux, LL de Mars • Direction de la propagande : Yvon Bureau •

Comme le montrait notre reportage au « 104 », grand vaisseau chic lancé à l'abordage d'un quartier populaire de Paris (« Et au milieu coulent les artistes », *Le Plan B* n° 17), la culture sert souvent de paravent à des appétits moins nobles, immobiliers et commerciaux notamment. Pour démonter ce subterfuge, *Le Plan B* invite ses lecteurs à une rencontre avec des publications amies – *CQFD*, *La Brique*, *Le Tigre*, Indymédia Lille – dans l'après-midi et la soirée du 2 mai au Centre culturel libertaire (CCL) à Lille (4, rue de Colmar, M° Porte des Postes).

Yes, you can !

commander le T-shirt du *Plan B*



Tous aux abris !

À Pâques, la procession des pénitents s'ébranle qui doit conjurer le spectre d'une révolte populaire : tête basse, des banquiers renient l'or, des patrons s'indignent des profits, des journalistes surmédiatisent les luttes syndicales et – signe que l'heure est grave – des socialistes se soucient du sort des salariés ! Pour tous, une obsession : faire oublier leur contribution au désastre économique.

« *Amis, de grâce, reprenez vos esprits !* » En lançant dans *Le Figaro* (23.3.09) cette supplique à ses *« amis de la classe dirigeante »*, Alain Minc n'avait probablement pas conscience qu'il venait de plagier une réplique fameuse du théâtre de boulevard. Quand un personnage condamné pour *« plagiat servile*[1] *»*, le conseiller des patrons les plus voraces du pays (François Pinault, Vincent Bolloré, Pierre Blayau…), éprouve le besoin de donner une leçon de vertu à ses semblables, on devine qu'une vraie inquiétude le tenaille. Cela se confirme à la lecture d'un passage que l'on aimerait voir déclamé sur une scène par l'auteur en personne, devant un public armé de tomates et de tartes meringuées : *« Mesurez-vous que le pays a les nerfs à fleur de peau, que les citoyens ont le sentiment, fût-il erroné, de subir une crise dont nous sommes tous à leurs yeux les fautifs ?* […] *Ignorez-vous que la quête de boucs émissaires est une constante de notre histoire et que 1789 se joue en 1788 ? Sentez-vous le grondement populiste, la rancœur des aigris mais aussi le sentiment d'iniquité qui parcourt, comme une lame de fond, le pays ? »*

La conversion de Minc en cavalier de l'apocalypse indique le degré de nervosité qui s'est emparée du Parti de la presse et de l'argent (PPA). Pris au dépourvu par la crise, n'ayant rien vu venir hormis les chèques qu'ils reçoivent pour leurs prévisions ratées, les experts, éditorialistes, chroniqueurs et économistes s'efforcent depuis un an de faire oublier leur propre contribution à la débâcle. Le défi est immense. Ils continuent certes à fanfaronner sur les plateaux et à inonder la presse écrite de tribunes que personne ne lit, prêchant aujourd'hui ce qu'ils dénonçaient hier, ou vice versa, dans une impunité de république bananière. Mais dans les rangs du public, leur discrédit est cinglant. Le *« grondement populiste »* (le peuple est toujours populiste quand il ne lit pas les plagiats de Minc) ne vise pas seulement les patrons ou le gouvernement : il englobe aussi leurs attachés de presse et leurs philosophes de table. Philippe Val l'a bien compris, qui ne sort jamais sans ses deux gardes du corps[2]. Les débats télévisés vont-ils se tenir bientôt dans des bunkers cernés de CRS ?

Corne d'abondance

Mais déjà une nouvelle épreuve attend nos mal-aimés. Durant tout le mois de mars, une fanfare endiablée sème le tapage dans le pays : celle des patrons qui viennent de se gaver d'euros pendant que leurs entreprises tétaient goulûment les poches du contribuable. Par temps de vaches maigres et de smicards dépouillés, quand même les journalistes ne peuvent plus ignorer les braseros qui fument devant les guichets des soldes de tout compte, le feuilleton quotidien de la gloutonnerie patronale ne contribue guère au rétablissement de la confiance.

Pour les médias, rester solidaires de leurs amis serait aller au casse-pipe. Aussi ne vont-ils pas hésiter à les lâcher en rase campagne, avec une rudesse proportionnelle à leurs complaisances passées. *« Ces patrons qui se goinfrent »*, titre *Libération* avec la rage du converti (31.3.9). À l'exception du PDG de Valeo, tous les dirigeants cités dans l'article travaillent dans le secteur bancaire (Société générale, Cheuvreux, Natixis). Quatre ans plus tôt, dans *Libération* toujours, l'éditorialiste Patrick Sabatier mettait pourtant en garde contre le racisme antibanquiers : *« S'en prendre aux banquiers est une figure obligée, et facile, de toute démagogie populiste »* (11.2.05).

La presse a toujours montré une grande aisance dans la réprobation vertueuse, un registre qui lui permet de changer de cible au gré des circonstances. Un jour on fustige les banquiers, un autre on charge les altermondialistes, dans tous les cas on préserve l'essentiel : la mise en scène de sa posture morale. Il n'est donc pas très étonnant que, dans l'affaire des rémunérations patronales, les voix autorisées figent le « débat » sur des considérations qui peuvent intéresser les théologiens mais qui n'ont aucune portée pour le salarié de base. On s'accordera par exemple pour juger *« indécent »* qu'un PDG empoche des millions quand son entreprise siphonne les caisses publiques. Mais on consentira à la règle commune qui veut qu'un employeur gagne dix, vingt ou cent fois plus d'argent que son employé – ainsi, au Parti socialiste, on ne prend la peine de s'offusquer que lorsque l'écart de revenus est au moins de 1 à 200.

Field se met « à la place du patron de Valeo »

Mais les plus riches sont aussi les plus soucieux de morale. À ceux qui réclament une loi pour encadrer les rémunérations des tauliers, Jean-Francis Pécresse, l'éditorialiste des *Échos*, oppose un argument imparable : *« La loi est nécessaire pour faire échec aux bandes de banlieue, la morale suffisante pour faire bouger les chefs d'entreprise »* (*Les Échos*, 25.3.09). La morale est suffisante aussi pour faire écrire au directeur du *Figaro*, Étienne Mougeotte : *« Des millions de patrons dotés de justes rémunérations se battent avec acharnement pour sauver leurs entreprises et donc l'emploi. Raison de plus pour que les plus emblématiques, ceux du CAC 40, renoncent à leurs bonus et autres stock-options, justifiés en période de croissance, mais totalement inacceptables et inutilement provocateurs lorsque, par nécessité, ils tendent la main à l'État »* (21-22.3.09). *« Justifiés en période de croissance »*, la précision n'est pas inutile quand on sait que Mougeotte a quitté TF1 avec un « complément de retraite » de 1,5 million d'euros.



En se cantonnant à de pieuses admonestations, le PPA vise en fait un double objectif : d'une part, se relégitimer à peu de frais auprès d'une opinion lassée par la passion médiatique pour les cours de la Bourse et, d'autre part, délivrer une critique inoffensive qui ne risque pas d'attiser le mécontentement populaire.

Car le climat social est hautement inflammable. Faute d'organisation capable ou désireuse de les structurer nationalement – l'opposition ronronne au Parlement ou chez Drucker et les grands syndicats plantent les balises de leur *« journée d'action »* bimestrielle –, les luttes restent locales et dispersées. Mais leurs acteurs se montrent de plus en plus déterminés. La possibilité qu'un mouvement à naître soit déjà en train de fermenter paraît suffisamment crédible pour intéresser même les journalistes. Comme dans ce reportage de France 3 chez les salariés de Caterpillar, à Grenoble, qui retenaient quatre dirigeants au siège de l'entreprise. L'un d'eux explique à propos des cravatés : *« Aujourd'hui ils ne veulent pas négocier. Donc ils vont rester là, ils vont dormir là, afin qu'ils réfléchissent, parce qu'on ne peut pas flouer les salariés comme ça »* (« Soir 3 », 31.3.09).

Mais ces espaces de fraîcheur ne déborderont pas sur le clapotis de la bien-pensance médiatique, qui déjà reflue vers le Medef. Les salariés qui *« séquestrent »* leurs patrons ignorent-ils qu'ils risquent la prison ? Ou n'ont-ils plus rien à perdre ? C'est cette dernière hypothèse qui alarme le PPA. On veut bien se gonfler les joues avec *« l'indécence »* d'une *« petite minorité »* d'irresponsables, puisque ce mot d'ordre rallie aussi bien Laurence Parisot que Martine Aubry ou le gouvernement. Dans la foulée, le chef de l'État signe un décret pour réglementer à la marge les primes des patrons subventionnés, dans l'espoir de clore la *« polémique »*.

Car, après les proclamations de vertu, il est temps de restaurer l'ordre social. *« Je me mets, je sais pas, à la place du patron de Valeo*, dit Michel Field à Olivier Duhamel. *Il n'y a pas quelque chose qui vous gêne sur cette manière de lâcher les chiens sur des personnalités ? »* (« Médiapolis », Europe 1, 28.3.09). *« Les patrons, boucs émissaires ? Tout le monde se pose la question »*, assène Yves Calvi (« Mots croisés », F2, 29.3.09). Dans *Le Figaro*, Gaëtan de Capèle s'étouffe d'indignation : *« Dans un pays qui n'en a toujours pas fini avec ses vieux démons de la lutte des classes, la chasse aux patrons est ouverte. Peu importe que la majorité d'entre eux accomplissent leur tâche avec rigueur et détermination, en respectant un code éthique irréprochable. Le populisme bat son plein* […]*. Les amalgames pullulent et le débat public prend des allures de discussions de comptoir »* (*Le Figaro*, 27.3.09).

Une fois de plus, le PPA obéit scrupuleusement aux règles du pluralisme : quand un dirigeant d'entreprise engloutit des brouettées d'euros sur le dos du personnel, on le réprouve moralement ; quand un quidam réclame un chouïa de justice salariale, on le traite d'aigri, de chien, de populiste et de pilier de bar.

Cette conception du débat public pourrait permettre cependant de ressouder les liens au sein du PPA. Le 1er avril, Jean-Pierre Elkabbach recevait Nicolas Sarkozy au micro d'Europe 1. *« Vous avez remarqué*, lui lance le journaliste, *aujourd'hui, c'est la chasse aux possédants, la chasse aux riches, la chasse à tous les patrons. Il faut peut-être, si vous permettez, que vous abaissiez le climat, sinon bientôt on entendra "Ah, ça ira ça ira, les banquiers et les patrons à la lanterne !" Donc il faut calmer le climat, je suppose. »*

---

1 Le 28 novembre 2001, le tribunal de grande instance de Paris condamnait Alain Minc à 100 000 francs de dommages et intérêts pour le *« plagiat »*, la *« reproduction servile »* et la *« contrefaçon »* du livre d'un auteur moins connu mais sachant écrire, l'écrivain Patrick Rödel. Ce jugement, qui marqua un triomphe de la sardonie, est consultable dans les archives de *PLPL* (www.homme-moderne.org/plpl/n8/p6-7.html).

2 Officiellement, pour protéger la réincarnation de Voltaire contre les sicaires d'Al Qaida.

Les chercheurs découvrent la lune

Tant qu'elle ne les menaçait pas directement, la casse des services publics laissait les universitaires indifférents. À présent que leurs avantages sont en danger, ils dégainent leurs sabres en bois.

La mobilisation des universitaires engagée au début de l'année a pris tout le monde au dépourvu, à commencer par le gouvernement. La ministre Valérie Pécresse comptait en effet sur la passivité légendaire de la corporation pour poursuivre la « modernisation » (comprendre « la casse ») de l'Université à travers la loi dite « LRU » (Loi relative aux libertés et responsabilités des universités). L'adoption de cette loi, à l'été 2007, avait déclenché dès la rentrée suivante un vaste mouvement de révolte des étudiants. Mais, au plus fort des luttes contre la réforme, seule une minorité des enseignants-chercheurs statutaires, souvent abonnés au *Plan B*, s'était engagée activement à leurs côtés.

La majorité, mollement favorable à la réforme, désertait les campus bloqués par les piquets de grève, préférant vaquer à des occupations moins terre à terre, et laissait les présidents d'université régler le problème avec l'aide amicale des CRS. *« Les intellos sont des pleutres*, confiait alors au *Plan B* un professeur de sociologie indigné par l'inertie de ses collègues. *J'ai toujours été frappé par cette dichotomie – y compris chez des gens que j'admire intellectuellement – entre d'un côté cette hauteur s'agissant des choses de l'esprit et de l'autre la triste médiocrité individuelle. »*

La civilisation en danger

Depuis des années que la fonction publique subit les coups de boutoir des gouvernements successifs, la plupart des universitaires n'ont en effet guère brillé par leur pugnacité. Eux, si prompts à disserter sur l'universel, se sentaient-ils seulement concernés ? Le double démantèlement (à la fois de la structure d'ensemble et des statuts du personnel) qui touche leur secteur relève pourtant de la même entreprise de démolition déjà à l'œuvre contre d'autres services publics, moins prestigieux il est vrai, comme France Télécom ou EDF-GDF. Le réveil a été tardif : il a fallu attendre que les enseignants-chercheurs comprennent le danger qui les visait directement pour qu'ils se jettent à la remorque du mouvement étudiant. Certains d'entre eux, habitués à envoyer des bataillons d'étudiants passer le Capes, étaient d'autant plus remontés que Xavier Darcos était chargé de réduire les concours d'enseignement à de simples entretiens d'embauche.

Longue à accoucher, la mobilisation n'en fut que plus ardente. Jeunes maîtres de conférences ségolénistes ou doyens de facultés de droit, tous communiaient alors pour exiger le retrait des dispositions les plus scélérates de la loi LRU. Manifestations, grève des enseignements (mais la plupart du temps sans perte de revenus[1]), rétention de notes et tribunes courroucées s'enchaînent : jamais on n'avait vu les mandarins grimper ainsi aux rideaux. Les saillies du chef de l'État sur *« l'immobilisme »* de la profession font trembler de fureur les vieilles ganaches de l'Académie des sciences (*Marianne 2*, 7.2.09). Et, lorsque Xavier Darcos annonce la destruction de la formation des professeurs du secondaire, le Snesup, un des principaux syndicats de l'enseignement supérieur, crie à l'*« anti-intellectualisme* [qui] *rappelle les pires heures de l'histoire de France »* (*Liberation.fr*, 14.2.09).

Entre gens distingués rien n'est simple. La défense basique et légitime d'un statut avantageux devient en deux traits de plume un grand combat pour la Science, l'Amour et l'Intelligence, si ce n'est pour le sempiternel « Avenir de nos enfants », même chez ceux que la casse des concours d'enseignement n'inquiète guère. Puisque l'université n'est plus à l'abri, la lutte serait porteuse d'un *« enjeu de civilisation »*, ainsi que le proclame une tribune publiée dans *L'Humanité* (18.2.09). Et les bouilleurs de cru ? Ne cherchaient-ils pas à préserver la civilisation rurale ? Ancien universitaire recyclé dans le journalisme intello-bobo, Sylvain Bourmeau savoure la soudaine dimension intergalactique de sa rébellion. Il republie en trombe sur le site de Mediapart l'« Appel contre la guerre à l'Intelligence » et pour la résistance aux ploucs, lancé par *Les Inrockuptibles* en février 2004[2]. Ce climat insurrectionnel permet aussi à Cyril Lemieux, un sociologue de la complexité, d'exhumer Daniel Cohn-Bendit pour une matinée de bâillements à l'École des hautes études en sciences sociales (EHESS).

Barricades de plumes

En matière de grandiloquence et de fatuité, les grands savants ne reculent devant aucun défi. Pour preuve : la création d'un « cercle des professeurs et des chercheurs disparus », en riposte aux attaques *« contre la pensée elle-même[3] »*. Cette colonne de maquisards en redingote napthalinée compte entre autres commandants le philosophe Alain Caillé, le

L'intelligentsia radicale chic

Ils réprouvent les médias mais adorent s'y montrer. D'Alain Badiou à Slavoj Zizek en passant par Jacques Rancière, les philosophes critiques font rimer transgression avec autopromotion.

Le 1er février 2009, Alain Badiou est l'invité vedette de *Libération*. Les sombres portraits du philosophe, photographié en *bad boy* dans un parking, parfument d'un petit nuage de subversion les rabâchages manuelvallsiens infligés aux malheureux derniers lecteurs du quotidien. Après la rappeuse Diam's (6.4.07) et avant le grand couturier Paul Smith (24.2.09), Badiou offre un « coup marketing » à Laurent Joffrin : un numéro entier agrémenté des commentaires du philosophe, bombardé *« rédacteur en chef d'un jour »*.

Un intellectuel connu pour ses positions radicales qui prend la pose dans les pages exsangues du quotidien financé par le banquier Édouard de Rothschild ? Un philosophe réputé exigeant qui bavarde sur trois pages avec Laurent Joffrin, dont même les ophicléistes de Mourmansk n'ignorent plus la qualité de « journaliste le plus bête de France[1] » ? Rien d'étonnant, puisque la pensée de Badiou irrigue aussi, sous forme d'entretiens ou de tribunes, France Inter, BFM, *Le Nouvel Observateur* ou *Le Monde*. Les médias pour cadres et professions intellectuelles apprécient ce *« penseur qui dérange »*. Et, manifestement, la réciproque est vraie.

Pour promouvoir leurs livres ou leurs revues auprès d'un public à fort pouvoir d'achat, les figures de l'*intelligentsia* radicale se plient volontiers aux exigences du Parti de la presse et de l'argent (PPA). Les philosophes Jacques Rancière et Slavoj Zizek dédaignent TF1 ou RTL mais entretiennent des relations détendues avec *Le Monde* ou *Télérama*, qu'ils jugent mieux assortis à leurs audaces. Zizek, le *« Zébulon pop-marxiste jailli de nulle part »* (*Libération*, 22.5.08), collectionne huit tribunes dans *Le Monde* depuis juin 2005.

Radicalement médiatiques

L'intérêt des patrons de presse pour la radicalité critique se conçoit aisément. Contrairement à *Libération*, à BHL ou à Glucksmann, Badiou, Rancière et Zizek ne sont pas passés du col Mao au Rotary. La solidité de leur ancrage idéologique permet aux journaux qui ont accompagné le tournant libéral de se refaire une virginité à bon compte. Or, cette fidélité de pensée, les contestataires se montrent disposés à la solder aux renégats. *« Un journal qui appartient à de riches managers n'a pas à être lu par quelqu'un qui n'est ni manager, ni riche »*, écrit l'intraitable Badiou dans *De quoi Sarkozy est-il le nom ?* (éd. Lignes, 2007). Mais cette noble sentence ne vaut apparemment pas pour le philosophe, qui déclare répondre *« à "toutes" les invitations – "sauf la télé parce que les débats sont tronqués" »* (*Le Monde*, 12.1.08). Bref, on s'interdit de lire *Libération* mais pas de s'afficher dedans.

Pour surmonter ce type de contradiction, il suffit d'empoigner la dialectique. Comme l'explique Jérôme Vidal, fondateur des éditions Amsterdam ainsi que de la *Revue internationale des livres et des idées*, opposer *« les "intellectuels" sérieux aux "intellectuels" médiatiques* [...], *c'est refuser de s'engager dans la déconstruction théorique et pratique de l'intellectualité comme privilège et comme autorité en excès par rapport à la détention effective ou supposée d'un savoir ou de compétences spécialisés relatifs à un domaine donné de la connaissance »* (*La Fabrique de l'impuissance*, éd. Amsterdam, 2008). Ce charabia a étourdi *Libération*, qui salue en Vidal un *« Spinoza version queer »* (16.10.08).

sociologue Alain Touraine (que beaucoup, il est vrai, croyaient déjà disparu depuis son soutien au plan Juppé en 1995), son confrère Edgar Morin, sa consœur Dominique Méda et le rédacteur en chef de la revue balladurienne *Le Débat*, Marcel Gauchet. Sabre au clair, ce dernier a investi l'EHESS début février pour dénoncer *« la redéfinition du savoir sous le néolibéralisme »*. L'année précédente, Gauchet avait pourtant œuvré à cette même « redéfinition » en participant à la conférence sur « L'avenir de la fonction publique » organisée par le ministre du Budget, Éric Woerth. Cette java sarkoziste avait débouché sur la publication d'un très poétique livre blanc visant à contribuer, selon l'expression de Gauchet, au *« "réarmement intellectuel" d'une France réconciliée avec la modernité*[4] *»*. Les auteurs du rapport préconisaient notamment *« l'ouverture progressive à la concurrence des entreprises publiques »*.

Unis dans leur opposition toute fraîche à la réforme de leur statut, et ragaillardis de se trouver si audacieux, les militants du *« réarmement intellectuel »* fraternisent autour d'un autre nouvel objet d'indignation : l'attitude des médias, qu'ils jugent insuffisamment favorable à leur résistance héroïque. *« Depuis le début de leur mobilisation, les enseignants-chercheurs ont eu à faire face à un adversaire redoutable et plutôt inattendu : les "grandes plumes" de la presse française »*, pleurnichent une douzaine d'universitaires sur le site Mediapart d'Edwy Plenel, le roi du téléachat devenu leur avocat le plus exalté (23.2.09). L'université Paris I va même convier Plenel, ainsi que Daniel Schneidermann, chroniqueur dépressif à *Libération*, pour initier les ronds-de-cuir à la critique moustachue des médias. Comparés aux cheminots, aux dockers de Marseille ou même aux enseignants du secondaire, les universitaires de la Rebelle Académie bénéficient pourtant d'un traitement enviable. Du *Monde* à *Libération* en passant par *Le Nouvel Observateur* ou *Les Inrockuptibles*, tout ce que le Parti de la presse et de l'argent (PPA) compte de feuilles moribondes mais regauchies par la crise leur déroule un chaleureux tapis de tribunes et d'éditos. Même *France Soir* salue *« la fronde des enseignants-chercheurs »* plutôt que de déplorer une énième coalition de glandeurs assoiffés de privilèges.

L'insurrection qui ne vient pas

Il est vrai que les spécimens les plus endurcis du PPA refusent d'en démordre. Christophe Barbier, directeur de *L'Express*, se déchaîne sur LCI contre la mobilisation *« totalement injustifiée »* des universitaires, auxquels il rappelle que *« Lénine est mort »* (3.2.09), tandis que Franz-Olivier Giesberg s'insurge contre *« l'idéologie du père peinard »* (*Le Point*, 5.2.09). Sur France Info, Sylvie Pierre-Brossolette glousse : *« C'est vrai que les chercheurs sont meilleurs jusque 45 ans, après on trouve un peu moins. C'est biologique, génétique ! »* (9.2.09). *« Est-ce que c'est génétique, de dire des bêtises sur les antennes du service public ? »*, rétorque le professeur de littérature Pierre Jourde sur le site du *Nouvel Observateur* (10.2.09). Sur les blogs, les forums et les listes de diffusion, la colère gronde et les consciences s'éclairent.



« Le problème avec les éditorialistes, c'est qu'ils oublient d'être journalistes », lâche, médusé, le professeur de science politique Jean-Philippe Heurtin dans un commentaire posté sur le site du *Point*. Sur celui du *JDD*, un jeune maître de conférences prône l'action directe à l'irakienne : *« Et si la chaussure finalement était une meilleure solution ? »* (14.2.09).

Ceux qui n'avaient jamais bronché contre le traitement journalistique infligé aux catégories moins nobles jouent ainsi, le temps d'une valse, les vierges effarouchées. Comme Laurent Bouvet, jeune professeur de science politique, groupie de Tony Blair et de Bertrand Delanoë[5]. La presse parisienne, au sein de laquelle il a table ouverte, l'irrite prodigieusement dès qu'elle rend compte de sa profession. Le 5 février, il adresse une longue lettre au *Monde* – *« mon journal »*, dit-il affectueusement – pour s'étonner du *« caractère erroné »* des informations fournies par le quotidien. Fier comme un coq, il bombarde le courrier sur son blog, hébergé par… *Le Monde*. La semaine suivante, dans les colonnes du *Figaro* cette fois, Bouvet s'emporte contre *« un nouvel article scandaleux de A à Z, […] un monument dressé à la désinformation et à la manipulation du lecteur »*. *Le Plan B* s'inquiète : la violence de ces propos ne rappelle-t-elle pas « les pires heures de l'histoire de France » ?

1 L'administration peut difficilement compter les grévistes dans une université.

2 Au sujet de ce racisme de l'intelligence, relire l'article de *PLPL* : « La conjuration des imbéciles », *Pour Lire Pas Lu*, n° 19, avril 2004 ; accessible sur www.homme-moderne.org/plpl/n19/p8.html

3 http://journaldumauss.net/spip.php?article468

4 Jean-Ludovic Silicani, *Livre blanc sur l'avenir de la fonction publique*, ministère du Budget, avril 2008, p. 15.

5 Laurent Bouvet, « Socialisme et libéralisme sont-ils compatibles ? », publié sur le site Telos, 28 mai 2008.



Quand les médias les invitent, les contestataires branchés s'abstiennent de s'en prendre aux médias. Et, lorsqu'ils ne peuvent faire autrement que de critiquer les journalistes ou les experts, c'est en évitant de les identifier. *« Quand je regarde la télévision*, commente Jacques Rancière dans *Télérama* (15.12.08), *je vois beaucoup de gens qui parlent, et très peu d'images, au fond, de la réalité. C'est le défilé des experts, des gens venus nous dire ce qu'il faut penser du peu d'images qu'on voit ! »* Yves Calvi aurait éclaté en sanglots devant ce réquisitoire sanguinaire.

La modération qu'observent les radicaux branchés sur la question des médias leur rapporte un bénéfice qui n'est pas seulement philosophique. Le marronnier annuel du *Nouvel Observateur* sur le *« pouvoir intellectuel en France »* permet ainsi à certains dissidents (Alain Badiou, Jacques Rancière, François Cusset…) de figurer parmi les « 50 stars de la pensée » (9.10.08) aux côtés des habituels BHL, Michel Onfray, Pierre Rosanvallon ou Marcel Gauchet. Tout le monde en sort gagnant puisque, pour les responsables éditoriaux, cet espace accordé à la radicalité diversifie l'offre à destination d'un public que la célébration des livres d'Alain Duhamel pourrait lasser.

Certes, les tribunes dont Badiou abreuve *Le Monde* depuis dix ans – sur le racisme de la police (16.11.05), l'exploitation du foulard à l'école (22.2.04) ou la politique de l'immigration (9.12.97) – expriment une saine indignation. Mais elles contribuent davantage à nourrir le pluralisme de façade des « managers riches » qu'à bâtir une proposition politique au profit des populations concernées. Badiou lui-même ne semble pas l'ignorer, qui note dans l'un de ses livres : *« Que les propriétaires richissimes des journaux la fassent circuler entre eux, leur prose. Désintéressons-nous des intérêts que leur intérêt souhaite devenir les nôtres. »* Accoupler sa prose à celle de Michel Pébereau, président du conseil d'administration de la BNP, est-il le meilleur moyen de manifester ce désintérêt ?

En dépit de leur virulence, nos philosophes contestataires aiment nimber leur critique d'un flou protecteur : pas de noms, pas de faits, pas de chiffres, l'abstraction fait gagner de la hauteur au propos en même temps qu'elle le neutralise. Dans *La Haine de la démocratie* (La Fabrique), publié fin 2005, Jacques Rancière ne s'abaisse pas à détailler le fait politique qui a pourtant marqué l'année écoulée : la campagne référendaire sur le traité constitutionnel européen. Le pilonnage des médias au service du « oui » illustrait pourtant à merveille la thèse de son livre.

Fascinés par les titres académiques qui scintillent au plastron du contestataire (normalien, agrégé, professeur d'université…), les journalistes trouvent dans sa prose de quoi pimenter leurs endives précuites. La fameuse phrase de Badiou – *« Je propose de nommer Sarkozy "l'homme aux rats" »* – a suscité une polémique comme les médias les adorent. Elle est surtout nulle : une citation pédante de Freud pour expliquer que le petit traître balladurien a gagné la présidentielle en mobilisant les cadres arrivistes, les patrons revanchards et les rentiers.

Multitudes molles

Les références anglo-saxonnes dont se gargarise Jérôme Vidal produisent le même ravissement snob chez les besogneux chargés des fiches de lecture à *Libération* (Éric Aeschimann), au *Nouvel Observateur* (Aude Lancelin) ou au *Monde* (Nicolas Truong ou Jean Birnbaum). Entre *Almanach Vermot* du pédantisme et dissertation de classe préparatoire, l'ouvrage de Vidal *La Fabrique de l'impuissance* tire un feu d'artifice où *« multitudes "moléculaires" »*, *« multiaccentualité »* moustachue et *« phénoménologie de la multitude à l'époque moderne »* virevoltent à mille pieds au-dessus du monde réel puis retombent, poudre aux yeux, aveugler le lecteur qu'elles devaient éclairer. L'univers de Vidal est fait de mots. Inutile d'analyser le mouvement des forces sociales ; il suffit de disséquer les textes. Dans cette yaourtière postmoderne, l'opposition du capital et du travail est vite suspecte. *« Attention au prisme de l'ouvriérisme ! »* gronde l'éditeur à l'attention du Nouveau Parti anticapitaliste, soupçonné de ne pas accorder la même importance aux subversions transgenres qu'au sort des salariés (*Le Monde*, 7.2.09).

Par-delà leurs subtiles nuances, les rebelles à col amidonné présentent un point commun qui enchante le PPA : ils se tiennent à distance raisonnable des figures repoussantes du communisme populaire – auxquels ils opposent leur gauchisme de campus –, et de Pierre Bourdieu, dont la sociologie de la domination est jugée insuffisamment subtile. Quand dans *Le Nouvel Observateur* (24.12.08) Aude Lancelin flatte le dernier ouvrage de Jacques Rancière, c'est pour l'opposer à *« la vieille dénonciation de gauche, notamment issue de Bourdieu »*. La presse aime les forces critiques qui ne désignent pas l'ennemi – *Le Nouvel Observateur* en l'occurrence…

1 Il suffit en effet de taper « Laurent Joffrin » sur un moteur de recherche pour qu'apparaisse, parmi les cinq premiers fichiers recensés, l'article culte de *PLPL* « Laurent Joffrin, journaliste le plus bête de France », www.homme-moderne.org/plpl/n24/p8.html.

Les miraculés du désastre irlandais

Lorsqu'une idole tombe, il est d'usage que son clergé se défroque ou disparaisse. Les médias français, eux, ont survécu sans une égratignure à l'effondrement du « tigre celtique », qu'ils avaient pourtant encensé pendant quinze ans.

Le 30 mars au matin, dans sa tranche la plus écoutée, France Info lançait un reportage à glacer le sang. Il y était question d'un pays en situation de *« naufrage »* qui perdait 1000 emplois chaque jour et dont le gouvernement, confronté au *« plus gros déficit budgétaire de la zone euro »,* avait imposé un plan de rigueur qui se traduisait notamment par une déferlante de suppressions de postes à l'hôpital public. Le personnel soignant y est devenu si rare, explique un patient, que les délais d'attente pour consulter un médecin courent jusqu'en 2011. Écœuré, un expatrié français employé par une société de télécommunications délocalisée en Pologne lâche au micro de Jacques Monin : *« C'est pas du tout la même situation qu'en France, parce qu'ici vous touchez 200 euros par semaine quand vous êtes au chômage, donc c'est hors de question de pouvoir vivre, compte tenu du coût de la vie, c'est pas tenable, il n'y a pas de support social comme on pourrait en avoir en France. »* Le lancement de ce reportage avait capté d'emblée l'attention de l'auditeur : *« Gros plan ce matin sur un pays où le miracle ne s'est pas produit. Ce pays, c'est l'Irlande. »*

Irlande rime avec guirlande

Pas de miracle en Irlande ? L'auditeur se frotte les oreilles, médusé. Hier encore, les pèlerins du Parti de la presse et de l'argent (PPA) se prosternaient en rang d'oignons devant le *« miracle irlandais*[1] *»* et couraient planter leur micro sous le nez du moindre boutonneux tricolore sorti d'HEC et parti faire fortune à Dublin. *« L'ivresse du miracle économique »* qui baignait les *golden boys* (*Le Nouvel Économiste,* 3.9.99) venait souligner par contraste – après le *« modèle allemand »* et avant l'*« exemple espagnol »* – les blocages d'une société française tyrannisée par le fisc et la haine de l'argent. *« Il faut mettre en place les conditions du miracle »* pour qu'il se reproduise en France, prêchait alors *Libération* sous le titre « Miracle irlandais » (27.10.97). *« Les Allemands et les Français devraient prendre exemple sur le tigre celtique »,* opinait aussi l'éditorialiste moustachu du *New York Times,* l'ultralibéral Thomas Friedman[2] (1.7.05).

Au début des années 1980, l'Irlande n'était pourtant encore que la nation *« la plus pauvre parmi les riches »* (*The Economist,* janvier 1988). Mais le souffle du reaganisme pré-parkinsonien va balayer les plaines moutonneuses de l'île et déposer dans son sillage *« modernisation », « libéralisation »* et *« déréglementation »* (*Le Nouvel Économiste,* 3.9.99). Les dirigeants lâchent violon et cornemuse pour mettre en œuvre *« une politique économique audacieuse »* visant à *« attirer les sociétés étrangères, en particulier américaines »* (*Le Point,* 23.8.97). *L'Express* en siffle d'admiration : *« Moins de 15 % d'impôts sur les sociétés, contre 33 % en France* [...]. *Pas de taxe professionnelle non plus pour les patrons celtes. Régime également allégé pour les charges sociales »* (5.7.01).

Ces friandises ne laissent pas indifférentes les multinationales américaines, alors à la recherche d'une tête de pont vers le marché unique européen. Entre 1993 et 2000, un quart de leurs investissements opérés à l'étranger va se déverser sur la petite Irlande, qui ne représente que 1 % de la population européenne mais fournit à ses hôtes en Stetson une rentabilité trois fois plus élevée que la moyenne du continent. En 2002, alors que le patronat français *« croule sous les charges »,* le *« tigre celtique »* ravit aux Bermudes le titre de premier paradis fiscal de la planète en termes de rapatriement de profits[3].

Un libéralisme qui « va de soi »

Mais l'Irlande a d'autres atouts à faire valoir, notamment un dialogue social dont la flaccidité fait ronronner d'aise *Le Figaro* : « *Le partenariat entre les entrepreneurs, les syndicats et le patronat* [sic] *a réellement été un facteur déterminant. L'Irlande est un des rares pays d'Europe où les partenaires sociaux se parlent de manière constructive »* (7.6.97). « Constructive » en effet pour les employeurs, qui bénéficient de coûts salariaux *« inférieurs à 70 % de la moyenne de la zone euro et à 60 % du salaire moyen allemand »,* notent avec satisfaction *Les Échos* (20.12.99). Quant aux congés payés, ils restent limités à *« 15 jours, contre 18 en Allemagne, 25 en France et 30 en Espagne »,* roucoule le mensuel *Capital* (décembre 1995). Sous l'œil humide du PPA, l'Irlande se mue en Asie miniature pour délocalisations de proximité. Les *call centers* y poussent comme du chiendent, abreuvés d'appels en provenance de tout le continent, grâce à un système de télécommunications rénové aux frais du contribuable irlandais et européen (30 milliards d'euros en dix ans). Bruxelles pavoise : ses subsides ont permis aux fonds de pension américains de rentabiliser leurs dollars.

Dans ce pays de cocagne où *« le libéralisme va de soi », Le Point* (23.8.97) salue tout particulièrement l'aptitude des dirigeants politiques à *« mener une politique de rigueur* [...] *en totale contradiction avec* [leurs] *promesses ».* Modérément apprécié d'une population parfois sensible aux sirènes du populisme, *« pareil pragmatisme est, en revanche, un puissant facteur de séduction pour des investisseurs étrangers en quête de stabilité ».* La limitation du droit de grève (*Industrial Relations Act*) conforte ce pouvoir de *« séduction »,* de même que la part de plus en plus réduite que les salaires occupent dans le produit intérieur brut (PIB)[4]. Moyennant quoi, selon un rapport de la Banque mondiale, l'Irlande affichait en 2001 le niveau d'inégalités le plus important au monde après les États-Unis. Il est vrai que le gouffre où barbotent les uns conditionne l'ascension des autres, ainsi que le rappelle *Libération* : en Irlande, *« la modération salariale a amené l'augmentation des profits »* (27.10.97).



Las ! Après une phase de très forte croissance du PIB dans la seconde moitié des années1990, la manne étrangère s'essouffle. Les dirigeants irlandais se reportent alors sur un autre levier de croissance, importé lui aussi des États-Unis : la frénésie immobilière. Aiguillonnés par l'État, les consommateurs vont *« accéder à la propriété »* en s'endettant à plus de 140 % de leur revenu disponible. Les bétonneuses s'emballent, la spéculation explose et les banques s'empiffrent. De 1996 à 2006, les prix de l'immobilier grimpent de 27 % par an pour atteindre un des seuils les plus astronomiques d'Europe. Le pays ruisselle sous les vannes du crédit. En moins de dix ans, le nombre d'automobiles passe de 1 à 2 millions. Le PPA applaudit de plus belle : l'Irlande s'adonne aux *« délices de la prospérité »* et, *« à la radio, les jeunes parlent librement de leur sujet préféré : le sexe »,* s'émoustille *Le Figaro* (31.10.97).

Le retour des soviets

Quelques années plus tard, patatras : la bulle immobilière éclate et le « tigre celtique » se réveille en peluche. Le PIB dégringole, passant de + 7 % en 2007 à – 2,5 % en 2008, et pourrait fondre encore de 6 % en 2009. En quelques mois, le taux de chômage passe de 5 % à plus de 10 %. Les rentrées fiscales, liées essentiellement à la TVA, donc à la consommation, s'effondrent. Pour gratter en urgence 4,5 milliards d'euros d'économies, l'État serre la ceinture à ses ressortissants et leur réclame un effort supplémentaire de « compétitivité ». Pas question en effet de toucher aux gâteries fiscales réservées aux entreprises, comme le confirme le ministre des Finances, Brian Lenihan, dans un entretien à *The Economist* (21.3.09). Soulagé, l'hebdomadaire britannique se montre confiant : *« Si l'ajustement au sein de la zone euro implique des baisses de salaire, c'est là un prix que l'Irlande est disposée à payer. »*

Mais les Irlandais ne partagent pas tous cette disposition heureuse. Le 21 février, ils étaient 120 000 à se cabrer dans la rue contre le plan d'austérité du gouvernement, pour la manifestation la plus massive de ces trente dernières années. Même les bonnes fées du libéralisme se détournent de leur chouchou. L'agence de notation financière Standard & Poor's vient ainsi de retirer à l'Irlande sa note d'excellence « AAA », en raison de la *« forte dégradation de ses finances publiques ».* Comble de l'humiliation, le *Wall Street Journal* en est réduit à réhabiliter la France des kolkhozes : *« Les freins à la croissance économique française lui permettent aujourd'hui d'amortir le choc »* de la crise et de tomber moins bas que l'Irlande (12.2.09). Ne reste plus alors aux médias tricolores qu'à se retourner comme une crêpe, à l'image du boutonneux d'HEC qui, ayant perdu son or et ses boutons, pleure le *« support social »* qu'il rêvait de détruire.

---

1 Concept apparu pour la première fois en France dans les colonnes du magazine *Capital* (décembre 1995).

2 Lire « Le journaliste le plus nul des États-Unis », *Le Plan B* n° 9, août-septembre 2007.

3 M. O' Sullivan, « Data Shows Dramatic Shift of Profits to Tax Havens », *Tax Notes,* 104, 12 (2004), cité par Kieran Allen dans *The Corporate Takeover of Ireland,* Irish Academic Press, Dublin, 2007. Sauf indication contraire, les chiffres mentionnés ici sont tirés de ce livre.

4 La part des salaires dans le PIB irlandais est passée de 71,2 % dans les années 1980 à 54,3 % en 2007. C'est la plus forte chute jamais enregistrée en Europe, où cette part est passée en moyenne, sur la même période, de 71,8 à 67,3 %.



La lutte est acharnée mais *Le Plan B* ne décerne la laisse d'or qu'au plus servile.

Il y a un miracle **Philippe Val**. Depuis juin 2000, date de notre premier article pointant ses retournements de veste, jusqu'à ce jour, le directeur de *Charlie Hebdo* n'avait jamais reçu la laisse d'or. L'annonce de sa probable nomination à la tête de France Inter nous permet de réparer cette injustice, en même temps qu'elle couronne le diagnostic établi voici neuf ans par *PLPL*, l'ancêtre du *Plan B* : *« Chaque semaine, piétinant les plates-bandes d'Alain Duhamel et de Luc Ferry, il administre un aide-mémoire de morale politique pour école élémentaire. S'y précipitent les figures imposées de la mondanité éditoriale : odes à la démocratie, défense du jospinisme, sermon contre les extrémistes. La tête de Philippe Val enfle par la mâchoire. »* À l'époque, ce descriptif nous avait valu quelques courriers accusant la rédaction de cruauté envers un homme *« du même camp »*. Aujourd'hui, l'affaire est entendue : même son ami François Bayrou juge Val un peu trop réactionnaire.

Sur un point cependant, l'article de *PLPL* appelle une correction : Val n'est plus jospinien mais delanocarla-bruniste. C'est en effet à l'ancienne top-modèle de Christian Dior que l'ex-troubadour sans dieu ni maître doit sa fulgurante ascension au sein de l'appareil médiatique élyséen. Il y a un an, Mme Bruni-Sarkozy avait promis d'accompagner son petit protégé et toute l'équipe de *Charlie Hebdo* sur les marches du festival de Cannes, avant de se décommander à la dernière minute. Le coup de piston qu'elle lui offre auprès de son époux connaîtra-t-il une issue plus heureuse ? Val serait alors le premier patron d'une radio publique nommé sur ordre direct du président. Et, pour *Charlie Hebdo*, quelle meilleure reconnaissance de l'œuvre accomplie que de voir son chef promu « voix de la France » par l'ancien ministre de la Police ? Le dessinateur Luz ne devrait pas manquer de laisser éclater sa joie…

Les salariés du site d'Inter se montrent moins enthousiastes. En janvier 2001, Val décrivait Internet comme la *« Kommandantur du monde ultralibéral »* régie par *« des tarés, des maniaques, des fanatiques, des mégalomanes, des paranoïaques, des nazis, des délateurs, qui trouvent là un moyen de diffuser mondialement leurs délires, leurs haines ou leurs obsessions »*. Tâte cette laisse, Philou : son or est celui des Lumières.





Plumes de talent

Dans *Le Monde* (1-2.3.09), Ivan Levaï publie un point de vue titré « Plaisir du texte contre presse en crise ». Il y évoque la nécessité de *« plumes de talent pour mordre le papier »*. Application : *« C'est dire si Didier Quillot, président du directoire de Lagardère, avait donc raison de dire… »* Le « donc » est redondant ; le *« c'est dire* […] *raison de dire… »*, hideux. Parfaitement, *Le Plan B* est aussi une école de style !

Y songer ne suffit pas

Le Figaro (16.2.09) recommande l'émission « Complément d'enquête » : *« Benoît Duquesne consacre un numéro à la souffrance des dirigeants d'entreprise. »* Laquelle est atroce : l'un d'eux, *« contraint de vendre sa luxueuse maison avec piscine pour un lotissement qu'il appelle "Guantanamo", avoue songer au suicide »*.

Crétinisme des Pyrénées

Les Antilles attendaient un analyste du calibre de Jean-Michel Helvig, éditorialiste de *La République des Pyrénées* formé à l'école *Libération* : *« Ce qu'il faut aujourd'hui à la Guadeloupe et à la Martinique, c'est l'application rigoureuse de la législation anti-trusts ! »* explique-t-il dans *La République des Pyrénées* (16.2.09). La solution est là : *« D'une certaine façon, ce sont les traités européens qui devaient être la référence, avec le principe d'une "concurrence libre et non faussée". »* D'une certaine façon, Noam Chomsky a eu raison d'estimer un jour que Helvig avait le cerveau d'un *« enfant de dix ans »*.

Poussahs dominicaux

Dimanche 22 février, trois gros contribuables glosent sur France Culture (« L'esprit public »).

Max Gallo : *« Denis Olivennes* [patron du *Nouvel Observateur*] *a bien dit qu'il était heureux qu'on n'ait pas augmenté les bas salaires.* […]

Philippe Meyer : *Max, je crains que la phrase "Je suis heureux qu'on n'ait pas augmenté les bas salaires" soit ressentie et nous vaille quelques courriels affectifs.*

Gallo : *Je ne faisais que reprendre une phrase de Denis Olivennes.*

Olivennes : *Pardonnez-moi, pour être précis,* […] *je suis hostile à ce qu'on augmente le Smic parce qu'on sait que c'est destructeur d'emplois.*

Gallo : *Je suis du même avis.*

Yves Michaud : *Bon, ben, donc je vais dans le même sens. »*

Vae victis

À la fin du « Jeu des 1 000 euros » sur France Inter, 27 février 2009, un terrible châtiment attend les perdants. Ils se voient remettre, « pour les consoler », le recueil des chroniques de Philippe Val. Un volume dont l'achat sera bientôt obligatoire pour les journalistes (non islamistes) et pour les invités (démocrates proaméricains) de France Inter ?



Leconte est bête : c'est confirmé

Présentée sur Arte (3.3.09) par Daniel Leconte, l'émission « Thema » comprenait un documentaire sur le Women's Forum (qui réunit des femmes de tous les pays, mais à condition qu'elles soient PDG de grandes entreprises – Christine Ockrent est l'un des piliers de l'événement). *« On a calculé que, dans le CAC 40, plus une entreprise compte de femmes et meilleurs sont les résultats*, brame Leconte. *La BNP, qui compte beaucoup de femmes dans sa direction, a eu les meilleurs résultats, alors que le Crédit agricole, qui en compte le moins, a eu les plus mauvais. »* Ainsi résumé, le féminisme serait l'avenir du capitalisme…

Critiquer, moi ? Jamais !

Évoquant sur Europe 1 (28.2.09) la méfiance des militants guadeloupéens vis-à-vis des journalistes et le démontage à l'explosif d'une chaîne de télévision privée en Grèce par des contestataires, Michel Field, ex-trotskyste puis ancien chauffeur de salle pour Sarkozy et Lagardère au moment du référendum de mai 2005, se lamente :

« Si on se souvient de Mai 68, l'événement c'était que les leaders étudiants ou enseignants soient invités à parler à la télévision. Mais en aucun cas – et déjà cette invitation était un événement considérable – en aucun cas ils se seraient permis, je sais pas, de critiquer le média. » Ce dont témoignent les affiches de Mai 68 « Presse. Ne pas avaler », « Toute la presse est toxique » ou « La police vous parle tous les soirs à 20 heures ».

Distinction moustachue

Soucieux de se distinguer du reste de la presse, *« Mediapart achève sa série sur la crise sociale et démocratique en donnant la parole à Alain Duhamel »*, explique Laurent Mauduit, l'un des responsables du site d'information (31.1.09). Duhamel réservait jusque-là l'exclusivité de ses lumières à RTL, France 2, Canal Plus, *Libération*, *Le Point*, *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, *Nice matin*…

Journal de gauche

Le magazine *Challenges* (26.3.09) annonce : *« La remise de la Légion d'honneur à Agnès Touraine, ex-présidente du conseil de surveillance de* Libération*, le 4 mars, était parrainée par Alain Minc, en présence de Jean-Marie Messier, Laurent Joffrin, Gérald de Roquemaurel et Denis Jeambar. »* La dernière bouteille sabrée, Joffrin a regagné son bureau pour rédiger un énième éditorial contre l'« indécence » du patronat.

Les fesses granuleuses de BHL

Invité le 4 février 2009 sur France Inter (« J'ai mes sources ») à commenter un documentaire à sa gloire diffusé le soir même sur France 5, BHL lance : *« On a déjà créé un comité de soutien à Nicolas Demorand* [animateur hennissant de la tranche matinale de la radio qui invite BHL] *pour les ennuis que cet entretien ne manquera pas de lui causer. »* Mené par Colombe Schneck, l'entretien de France Inter signale le gouffre qualitatif qui sépare France Inter de *Closer* :

Eric Dahan, le réalisateur lèche-BHL du documentaire : *« Les gens de la collection Empreinte m'ont dit : "On veut voir Bernard-Henri Lévy en bras de chemise au bord de sa piscine." Moi je lui ai dit : "Écoutez Bernard, voilà le contrat." Il m'a dit : "Bon, pas de problème, pas de problème". Et un mois après, il était à poil dans la mer en train de nager en pleine mer, voilà.*

Colombe Schneck : *On ne voit rien, hein ?*

Le réalisateur (qui perçoit le risque d'un effondrement de l'intérêt du public) : *On voit quand même beaucoup de choses !*

Schneck (proteste) : *On ne le voit pas nu, le corps est sous l'eau !*

Le réalisateur (un peu contrit) : *Oui, bon, il est en maillot de bain. On lui a demandé d'être en bras de chemise devant la piscine, il s'est jeté en pleine mer et il a nagé !*

BHL (parlant de lui-même) : *Et il nage la brasse papillon !*

Schneck (conquise) : *Très difficile ! Et pendant très longtemps !*

BHL : *Pendant très longtemps !*

Le réalisateur : *Il y a effectivement des éléments de la vie privée parce que c'était le contrat, qu'on me l'a demandé…*

Schneck (pâmée) : *On voit votre femme presque nue.* […] *Elle a un très beau corps. »*

Camarades chômeurs, ne réclamez pas la lune : France Inter vous offre les fesses de BHL.



Soutenez l'UMP, lisez *L'Humanité*

Au moment où le tourbillon économique rappelle que les communistes n'ont pas toujours eu tort, *L'Humanité* (28.3.09) choisit d'ouvrir ses colonnes à Dominique Reynié, universitaire très médiocre et directeur général de la Fondation pour l'innovation politique, financée par l'UMP. Lequel attribue le succès des manifestations syndicales à un complot des fonctionnaires contre les salariés du privé : *« Les plus exposés, les plus fragiles sont mobilisés, à leur insu, pour garantir aux salariés les mieux protégés du monde la pérennité et l'intégrité de leurs avantages. »* La prochaine étape : débaucher Jacques Marseille du *Point* ?

Fret attitude

« Livre à succès », a menti Michel Field en présentant le dernier ouvrage de Laurent Joffrin sur le journalisme, dans l'émission d'Europe 1, Médiapolis (21.2.09). Sorti le 22 janvier 2009, le livre de Joffrin n'a – bien sûr – jamais rencontré aucun succès. Au moment de l'émission de Field, *Média Paranoïa* trônait à la 26 740e place dans le classement des ventes Amazon. Toutefois, la SNCF se frotte les mains. Alors que le trafic fret est sinistré par la crise, l'éditeur de Joffrin, Le Seuil, a dû réquisitionner des wagons à bestiaux pour convoyer les invendus de Joffrin vers des usines finlandaises géantes qui recyclent la pâte à papier.

La main dans le pot de confiture médiati

Du 20 au 22 mars dernier, une demi-douzaine de chefs contestataires choisissaient de « débattre » lors d'un forum mondain organ à Rennes par le journal *Libération*, en perdition. Au même moment, une salariée du journal licenciée par Joffrin menait dans l'indi une grève de la faim pour protester contre la brutalité de son patron. Occupés à poser devant les photographes pour assurer la pr du quotidien de Rothschild *(voir les clichés ci-dessous)*, les responsables d'Attac, du NPA, de la gauche antilibérale ou de la CGT o d'évoquer l'affaire. *Le Plan B* leur a demandé pourquoi.

Directeur de *Libération*, Laurent Joffrin est également magicien : chaque année, depuis 2007, il transforme une ville en caserne, en y faisant surgir un « forum citoyen » (lire *Le Plan B* n° 10, octobre 2007), mêlant intellectuels, politiques et CRS. La cuvée 2009 de cet événement, intitulée « Sortir de la crise », se tenait à Rennes, du 20 au 22 mars. Face aux libéraux Xavier Bertrand, Nicolas Baverez, Sabine Herold, Jean-Paul Huchon, Dennis Mac Shane, Jean-Marie Bockel, Gérard Longuet, Daniel Cohn-Bendit, Nicolas Beytout ou Alexandre Adler, les voix « alternatives » de Jean-Marie Harribey et Aurélie Trouvé (coprésidents d'Attac), de Geneviève Azam et Dominique Plihon (membres du conseil scientifique d'Attac), de Daniel Bensaïd (NPA) et de Bernard Thibault (CGT) devaient faire tonner la révolte sociale…

Pendant ce temps, dans les locaux de *Libération*, Florence Cousin approche de son quarantième jour de grève de la faim. Cette secrétaire de rédaction syndiquée a été licenciée. Fatima Brahmi, déléguée Info'com-CGT de *Libération*, résume la situation dans un tract du 11 février : *« Joffrin se comporte comme le pire des patrons voyous de droite, en licenciant une salariée militante juste après l'extinction de sa protection sociale, sans aucune raison valable, et ce après vingt-cinq ans d'ancienneté dans l'entreprise. »* Pour avoir tenté d'évoquer l'affaire dans sa chronique du 20 février, Pierre Marcelle a, une fois de plus, été censuré par le directeur du journal.

Violence économique, lutte sociale, répression syndicale, entrave à la liberté d'informer… les chefs contestataires réunis à Rennes ne pouvaient rêver d'un cas d'école plus édifiant pour illustrer leur propos. Pourtant, pas un, ni une, n'en a soufflé mot. Étonné, *Le Plan B* a téléphoné à certains d'entre eux pour connaître les raisons de leur silence…












Ne parvenant pas à joindre par téléphone Aurélie Trouvé et Jean-Marie Harribey, les chefs d'Attac, *Le Plan B* tente le courrier électronique…

le plan b le plan b à harribey afficher les détails 16:53 (Il y a 21 heures) Répondre

Bonjour,
Vous avez participé au Forum de Libération à Rennes. Le journal Le Plan B (www.leplanb.org), organe de critique des médias et d'enquête sociale, aurait aimé vous poser plusieurs questions à ce sujet.
Comme nous savons que votre temps est précieux, vous trouverez les questions ci-dessous. Merci par avance pour vos réponses.
Cordialement
Le Plan B.

1/ Est-ce que vous soutenez les salariés en lutte actuellement un peu partout ?
2/ Si oui, est-ce que vous avez soutenu Florence Cousin, cette journaliste licenciée par Laurent Joffrin et qui faisait la grève de la faim dans les locaux du quotidien ? [Si vous n'étiez pas au courant, il faut savoir que Libération n'est pas paru le jour de l'ouverture du Forum. Le saviez-vous ?]
3/ Est-ce que vous avez profité du forum pour en parler et lui apporter votre soutien ?
4/ Si non, iriez-vous bavarder amicalement avec le patron d'une entreprise dont les salariés sont en lutte ?
5/ Pourquoi l'avoir fait ici ?


Aurélie Trouvé.

**Échec total. Manifestement très occupés, les coprésidents d'Attac ne nous ont toujours pas répondu 72 heures après l'envoi du message. *Le Plan B*, qui ne retient en toute chose que l'aspect positif, se félicite de cette indifférence à une sollicitation médiatique. Après tout, les porte-parole de l'association altermondialiste ont autre chose à faire que répondre à des journalistes, fussent-ils du *Plan B*.
Pour en avoir le cœur net, nous expédions à Aurélie Trouvé et Jean-Marie Harribey un second courrier : libellé sur un ton quasi comminatoire de la part d'une « assistante d'Arlette Chabot » depuis une adresse électronique fictive, il propose une fausse invitation à « débattre » quelques minutes dans une émission nullissime de France 2.**

A 21:03 02/04/2009 +0200, chris
- Masquer le texte des messages précéd
Chère madame Trouvé

Je suis l'assistante d'Arlette C
crise dans le monde du travail.

Nous aimerions vous demande
vous de juger » (fin avril). Les a
Marseille, François Chérèque (

Nous souhaiterions avoir une r
d'ATTAC (ou proche) ont été c

Bien cordialement,

Christine Dubois
<mailto:c.dubois.france2@gm

Daniel Bensaïd (NPA) s… pu débattre avec BHL,

Daniel Bensaïd : J… qu'une après-midi. J'a… deux fois leur invitat… était prévu un débat a… suis dit : « Je ne vais pa… Finalement, c'était à p… décommandé.

Le Plan B* : Avez-vou… de Florence Cousin, q… du forum, était en gr… dans les locaux de *Li

Daniel Bensaïd : J… pas, je m'en suis rendu… coup, le lendemain, q… pas sorti.

***Le Plan B* : Auriez-… d'aller discuter ave**

Pour soutenir les profs, cliquez sur les pul

Lassés de mendier une tribune (que personne d'ailleurs ne lit plus) dans les colonnes du *Monde* et de *Libération*, les professeurs et les chercheurs ont-ils enfin accédé à l'intelligence politique des cheminots de la gare Saint-Lazare ? Ont-ils enfin compris que la presse constitue l'un des principaux piliers de l'ordre social ?

Le Plan B l'a presque cru en découvrant le texte d'un message électronique qu'un sociologue, Jérôme Valluy, a adressé, le 3 avril, aux journalistes du *Monde* – et à une infinité de listes de diffusion[1]. Car, cette fois, pas de prêchi-prêcha sur le dialogue mélancolique, la complexité, etc., mais une suite de proclamations presque sardones. Bien sûr, çà et là, les inévitables propos nombrilistes de tout universitaire normalement constitué (Valluy citait son dernier livre…). Mais, au-delà, des phrases (apparemment) définitives : *« Je me suis toujours interdit d'apparaître dans les mass médias classiques pour respecter le refus par ce mouvement de tout leadership personnalisé et médiatisé »*, expliquait Valluy au *Monde*. *« Je n'attends, pour ma part, plus rien de votre journal […]. C'est la raison aussi pour laquelle je ne souhaite pas apparaître dans vos colonnes. »*

L'explication suivait : *« La Rédaction du journal* Le Monde *a fait le choix politique depuis trois mois de se construire comme un adversaire résolu du mouvement universitaire. »* Le message insistait en particulier sur un article titré « Les facs mobilisées voient leur image se dégrader », paru dans *Le Monde* (1.4.09). Et il procédait à un démontage de ce texte, (un peu) à la manière du *Plan B*.

« Vous avez au contraire constamment réduit ce mouvement, par vos choix d'agenda et de cadrage, à des revendications corporatistes, à un conservatisme larvé de résistance à tout changement, à des réflexes irrationnels de fronde et à des contestations perpétuelles, voire à des problèmes psychologiques. » Bref, une couverture médiatique ordinaire lorsqu'il s'agit de cheminots, d'agents EDF, de dockers, etc., auxquels les universitaires n'accordent guère d'attention. Quand, en juin 2003, *Le Monde* plantait ses banderilles sur le dos des enseignants du secondaire en grève, Valluy publiait une tribune sur un tout autre sujet dans les colonnes du quotidien (6.6.03).

Mais, cette fois, les intérêts des chercheurs sont en jeu. Plus question de collaborer. *« Le journal* Le Monde *a creusé, ou sim-*

que

isé
férence
omotion
ıt omis

tre

Sylvie Genevoix. Vincent Giret. Sylvie Goulard. Romain Goupil. Jean-Luc Gréau. Antoine Grumbach. Robert Guédiguian. Bernard Guetta. Gwen Hamdi. Jean-Fr Kahn.

Jean-Luc Mélenchon, chef du PG (Parti de gauche), n'aime pas Joffrin…

Jean-Luc Mélenchon: Le forum de *Libé*, je n'y participe pas. J'y ai été invité, mais je n'y suis pas allé […]. Je les ai d'ailleurs prévenus. Pourquoi, qu'est ce qui se passe ?

Le Plan B: **C'est au sujet du mouvement social des salariés de Libération…**

Jean-Luc Mélenchon: Voyez, je n'étais même pas au courant, alors c'est dire ! Je tombe de l'arbre, là, je suis en train de bosser ! De quoi on parle ?

Le Plan B **(rappelle la grève de la faim de Mme Cousin et la non-parution du journal le vendredi 21 mars).**

Jean-Luc Mélenchon: Ah bah ! j'ai bien fait de ne pas y aller, alors ! *Libé* ne suggère aucune sympathie à quelqu'un comme moi, vous le devinez bien ! J'avais accepté de participer à un forum sur l'Europe, voilà, mais ça ne veut pas dire que j'ai une quelconque connivence avec la rédaction de *Libé* et avec son rédacteur en chef […]. C'est quelqu'un d'absolument déloyal […], qui a toujours été vulgaire et grossier à mon égard ; injurieux à l'égard du type de gauche que je représente, parce que Monsieur se fait le censeur de la vie politique. Donc ce que je vous dis, ce n'est pas neutre, c'est pas objectif. Pour moi, Joffrin, c'est un adversaire politique, ce n'est pas un journaliste, c'est un chef de bande et de parti !

Le Plan B: **Évidemment si vous y étiez allé, vous auriez manifesté votre soutien à Florence Cousin…**

Jean-Luc Mélenchon: Ah bah, si les gars me l'avaient demandé, oui, bien sûr ! je ne veux pas me faire plus brave que je suis, je n'y étais pas ! Voilà ! Merci, au revoir.

Daniel Bensaïd.

emble surtout déçu de n'avoir ıctionnaire de *Libération*:

n'y suis allé ais déjà refusé on, mais là, il ec BHL, je me s me défiler. » révoir, il s'est

parlé du cas i, au moment ve de la faim *ération*?

ne le savais compte après and *Libé* n'est

ous accepté les patrons d'une entreprise dont un salarié était en grève de la faim ?

Daniel Bensaïd: Je vais vous dire franchement que je ne sais pas, que je me serais renseigné d'abord. J'aurais fait une intervention au préalable. C'est la meilleure attitude, plutôt que de boycotter. Ça dépend de l'intensité du conflit… J'ai fait un préalable sur la ville en état de siège…

Le Plan B: **À votre connaissance, d'autres intervenants en ont-ils parlé ?**

Daniel Bensaïd: J'avoue que je ne sais pas… Je n'étais présent que le vendredi. Je suis plutôt pris par la grève dans ma fac.

N. Fernan Gabaldon. Pierre Méhaignerie. Philippe Meirieu. Jean-Pierre Mignard. Jean-Paul Moatti. Arnaud Montebourg. Yannick Jadot. Jean-Michel Lemétayer. Jean Léonetti. Corinne Lepage. Valé Léta

Jean-Marie Harribey.

Aurelie Trouve à moi afficher les détails 11:44 (Il y a 2 heures) Répondre

Bonjour,

En fonction de la date, je suis disponible pour y participer, de même que l'autre coprésident d'Attac, Jean-Marie Harribey, lui aussi économiste.

Bien cordialement
Aurélie Trouvé
Mon n° de portable (à partir de 14h) : [redacted]

A 21:03 02/04/2009 +0200, christine dubois a écrit :

- Masquer le texte des messages précédents -
Chère madame Trouvé

Je suis l'assistante d'Arlette Chabot et nous préparons une émission sur les effets de la crise dans le monde du travail.

À notre grand désespoir, Aurélie Trouvé semble avoir libéré assez de temps pour répondre. Jean-Marie Harribey, qui s'est gardé de donner suite à la demande du *Plan B* pour évoquer le cas de Florence Cousin, se précipite sur son clavier pour obtempérer à la sommation à comparaître sur France 2.
***Le Plan B*, qui pensait qu'un autre monde était possible, est affreusement déçu. Moins sans doute que les deux coprésidents d'Attac… Lesquels attendent peut-être encore que l'« assistante d'Arlette Chabot » les recontacte. Que cet article leur tienne lieu de faire-part : l'émission est annulée.**

ine dubois a écrit :

ıabot et nous préparons une émission sur les effets de la

d'intervenir une dizaine de minutes dans le prochain « A ıtres invités sont pour l'instant : Nicolas Baverez, Jacques ıvité principal) et un membre du gouvernement.

ponse rapide (d'ici ce week-end) car plusieurs intervenants ıntactés. En cas de réponse .

l.com>christine.dubois@france2.fr

Jean-Marie Harribey à moi afficher les détails 22:33 (Il y a 15 heures) Répo

Madame
Je suis d'accord sur le principe. Vous me contacterez pour les modalités.
Avec mes remerciements.
Jean-Marie Harribey
[redacted]

Le 2 avr. 09 à 21:02, christine dubois a écrit :
- Masquer le texte des messages précédents -

Cher monsieur Harribey,

Je suis l'assistante d'Arlette Chabot et nous préparons une émission sur les effets de la crise dans le monde du travail.

Nous aimerions vous demander d'intervenir une dizaine de minutes dans le

ieulin. Tourenn

ɔs de la BNP

plement révélé, en quelques semaines un véritable fossé entre lui et la communauté des enseignants et chercheurs. » Valluy propose à ses collègues d'exercer des mesures de rétorsion contre la presse qui ment. Et ça marche. « *La charte de bonne conduite vis-à-vis du journal* Le Monde *et surtout le succès qu'elle rencontre ne sont que le reflet de ce phénomène dont la rédaction du journal porte seule la responsabilité* », explique Valluy.

Quelles recommandations contenait donc cette « charte » ? Celles-ci : « *Ne jamais acheter d'exemplaire papier d'une production provenant du quotidien* Le Monde *; se désabonner de tout service payant, papier ou numérique, du quotidien ; en cas de passage sur le site web, ne jamais cliquer sur les liens commerciaux ; ne dupliquer aucun article provenant du quotidien* Le Monde *dans les instruments pédagogiques ; éviter de conseiller ces références aux élèves et étudiants ; Éviter* [sic] *d'envoyer des propositions de tribunes à ce journal.* »

Mais il y avait aussi la bombe de la « proposition n° 12 » : « *Soutenir systématiquement les quotidiens* Libération, […]



L'Humanité *; acheter ces journaux ; s'y abonner ; visiter fréquemment leurs sites web ; cliquer le plus souvent possible sur les encarts publicitaires* ». Ainsi, pour combattre le libéralisme du *Monde*, il fallait… cliquer sur les encarts publicitaires de *Libération*. À croire que Valluy, gravitant autour de son propre nombril, n'a jamais appris que le quotidien de Rothschild est celui qui a le plus œuvré depuis vingt-cinq ans pour vendre le libéralisme aux Français.

Le Plan B s'est néanmoins exécuté. Sur le site de *Libération*, quel était l'encart publicitaire sur lequel tout bon militant devait cliquer le jour du message envoyé par Valluy ? Une page d'accueil pour la BNP-Paribas, médaille d'or française du recours aux paradis fiscaux.

1 www.slru.ehess.org/index.php?post/2009/04/03/Sur-la-charte-de-bonne-conduite

Le JT de France 2 vu de Conakry

Un blondinet parle aux Guinéens

Le journal de France 2 arrose aussi l'Afrique, où il démontre à des populations rodées à toutes les infortunes que la crise les a miraculeusement épargnées. *Le Plan B* a suivi le rituel dans les rues de Conakry, en Guinée.

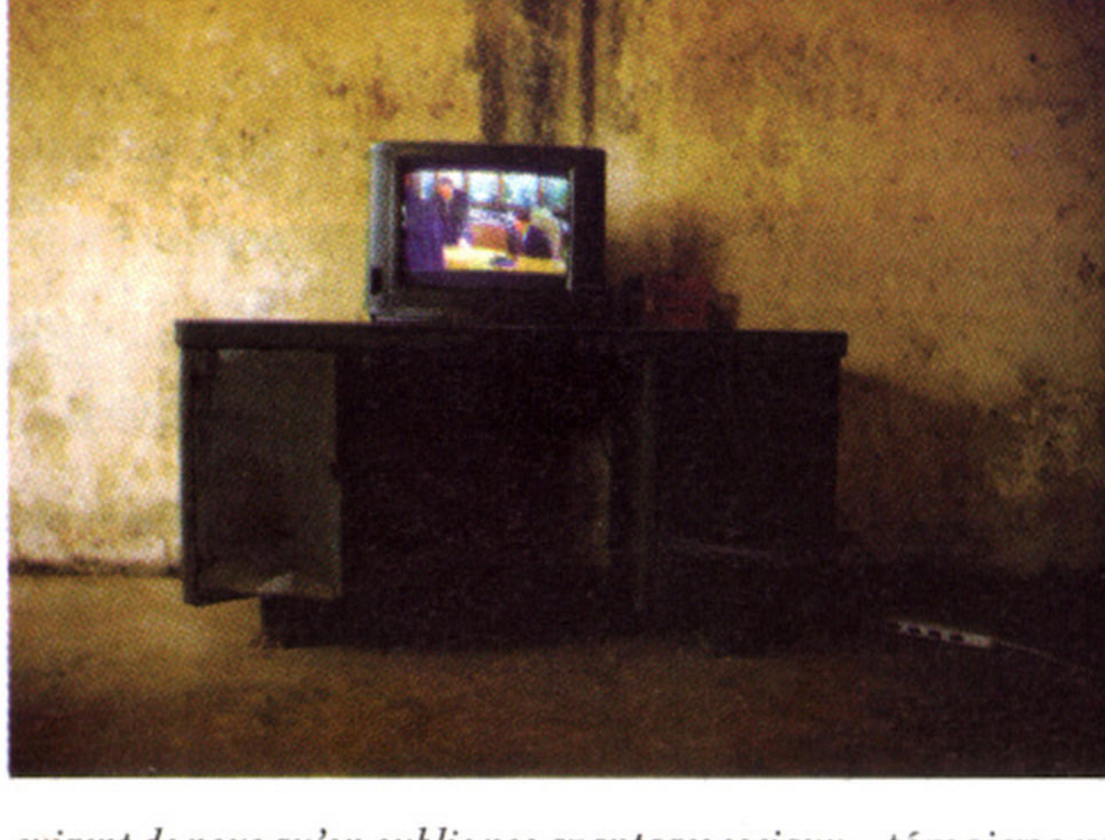
Dans une cage en acier posée sur une étagère bancale grésille un poste de télévision. Mains croisées, yeux écarquillés, une dizaine de jeunes Guinéens attablés au comptoir d'un bar de rue de Conakry boivent la messe du JT de France 2 célébrée par Laurent Delahousse. La voix du blondinet a du mal à couvrir le vrombissement du moteur à essence qui l'alimente. L'heure est grave, pourtant. Kevin fait l'ouverture du journal parce que ses parents l'ont enfermé dans une chambre *« meublée d'un matelas souillé »*. On s'étonne. Ce genre de maltraitance est difficilement concevable à Conakry, où l'on dort le plus souvent à même le sol, et rarement dans une chambre individuelle. Ce soir encore, aux infos françaises retransmises pour la gloire de la francophonie par TV5 Monde, pas un mot sur l'Afrique.

Un Rotary pour Conakry

Il est vrai que *« la crise financière mondiale ne touche pas l'Afrique »*, comme l'a assuré en décembre Brice Hortefeux, alors ministre de l'Identité nationale (LCP, 3.12.08). La France est un pays remarquable : sa police aux frontières arrête les immigrés dans un sens et les crises financières dans l'autre. Aucune raison d'accorder aux Africains le qualificatif de « victimes de la crise » puisque, c'est bien connu, ils ne sont victimes que d'eux-mêmes.

La dernière fois que les médias français ont parlé de la Guinée, c'était à l'occasion du coup d'État qui a fait suite à la mort de Lansana Conté, le 23 décembre dernier. Le mouvement social qui l'avait précédé a eu droit à une couverture plus modeste. En février 2007, les syndicats lancent une grande *« manifestation pacifique »* pour protester contre le délabrement d'un pays au sous-sol parmi les plus riches du monde (bauxite, fer, or, diamants…). L'armée ouvre le feu et tue 186 personnes, dont beaucoup de jeunes issus de Bambéto, un des quartiers les plus pauvres de Conakry. Ils n'ont pas su entrer dans l'histoire[1], déplore *Jeune Afrique*, la filiale franco-africaine du Parti de la presse et de l'argent (PPA) : *« De manifestations en révoltes, ils cassent, incendient, bloquent la circulation et paralysent l'activité économique.* […] *Ils font oublier la marche tranquille des jeunes bien formés, dynamiques, ouverts sur le monde, entreprenants. »* Les bons Guinéens dont on ne parle jamais, ce sont eux, *« ces jeunes cadres issus des universités Columbia, Stanford, Harvard, de la Sorbonne, d'Oxford* [et qui] *militent dans des organisations comme le Lion's Club, le Rotary ou la Jeune Chambre économique. Moins bruyants que les jeunes de Bambéto, ils travaillent et paient des impôts »*, comme le souligne Cheikh Yérim Seck (*Jeune Afrique*, numéro spécial « Guinée, 50 ans », décembre 2008).

Le salaire des mauvais citoyens qui refusent de militer au Rotary ferait pourtant pâlir d'envie les patrons français : 20 à 30 euros par mois. Pour les chanceux qui turbinent à l'usine d'aluminium de Fria, construite par Pechiney dans les années 1950 puis récupérée par le groupe russe Rusal, le salaire oscille royalement entre 50 et 100 euros. *« Ça fait dix ans qu'on nous demande de nous serrer la ceinture. Avec la crise, les patrons exigent de nous qu'on oublie nos avantages sociaux »*, témoigne un agent de maintenance. Les « avantages sociaux » consentis aux salariés du « bijou » national – représenté sur les billets de banque – frisent en effet l'indécence : un logement vétuste à « Pechiney City » et des infrastructures sportives où *« l'herbe du terrain de foot a été remplacée par des gravillons, et le chlore de la piscine transféré à la piscine privée des expatriés »*, précise au *Plan B* le champion national de natation, Mamadou Cissé (en photo, ci-dessous).



24 heures chrono au Camp Boiro

« Dans vos médias, on n'entend parler que de la crise en Europe et en Amérique, mais nous, la crise, ça fait longtemps qu'on la subit », lâche le responsable des soins dentaires de l'hôpital « Pechiney » devant des appareils antédiluviens que les Russes refusent de remplacer. *« Ça fait deux ans qu'ils n'ont pas réalisé un seul investissement dans l'hôpital »*, ajoute son assistante. La faute à *« la crise, la fameuse crise »*. Le PDG du groupe, Oleg Deripaska, un des oligarques favoris de Poutine, est considéré en Russie comme *« le plus grand perdant de la crise économique mondiale »* (*The Guardian*, 17.3.09) et barbote tristement à la dixième place du classement des hommes les plus fortunés de son pays.

À France 2, on s'émeut de choses plus importantes : les jeunes Français boivent trop et grossissent à vue d'œil (près de 7 minutes d'antenne). Au bar Kosovo, dans le quartier de l'ambassade américaine, on suit d'un œil attentif les reportages sur ces touristes qui *« font les frais »* des grèves aux Antilles. Devant les images de stations-service désertes et de touristes bloqués à l'aéroport, Mustapha, étudiant en sociologie, conclut que *« les gens sont toujours victimes de l'innovation »*. Chaque matin, il se lève à 5 heures pour être à la fac à 8 heures. L'électricité n'y fonctionne que par à-coups, les 25 salles de cours – pour 16 000 étudiants ! – n'étant alimentées que par un seul groupe électrogène, censé fournir du jus de 11 heures à 17 heures. Pas besoin ici de moderniser la fonction publique, déjà amplement dégraissée dans les années 80 grâce au FMI : l'université de Conakry compte un enseignant pour 300 étudiants. Pas d'Internet, le parc informatique se limite à quelques ordinateurs périmés. Pour se mettre *« en contact avec le monde »* et relever ses mails, Mustapha doit aller « en ville », dans le quartier des banques et des ministères.

Nouvelle séance de télévision, au camp Boiro cette fois. Dans cette caserne, utilisée comme centre de détention et de torture durant les vingt-six ans de règne de Sékou Touré, une poignée de bérets rouges – la garde présidentielle – convie *Le Plan B* à regarder *24 heures chrono*, retransmis par le câble dans le local d'entrée. Quelques soldats roupillent en attendant les ordres, tandis qu'à l'antenne le méchant vient d'assassiner le président. Dans la pièce d'à côté, les mains accrochées aux barreaux, la tête posée sur son avant-bras, un sergent défroqué et enfermé pour *« vol »* demande *« une mèche »* (une cigarette) au visiteur. *« Il faut que tu comprennes, pour que tu deviennes un homme »*, lui lance un lieutenant aux bottines rutilantes, tandis qu'un peu plus loin ses frères de béret sont en train de braquer des commerçants du quartier. Le soldat Mexan, casquette vissée sur le crâne, déclare qu'il *« adore France 24 »*, car il se sent *« français à 100 % »*. *« Quand je regarde la télévision française, je vois les revendications de salaires, comme chez nous, mais chez vous il n'y a pas de coups d'État, ou bien ? »*

« Un marché sans règles »

Nous décampons au plus vite, non sans une pensée pour les amis français de ces militaires accueillants – Orange, Total, ADP, Pinault et surtout Bolloré, qui prévoit de s'emparer prochainement du port de Conakry. *« La mafia étatique et internationale s'acharne à brader le port autonome,* enrage le journaliste Ibrahima Sory Dieng sur le site Guineeactu.com. *C'est une autre aventure absurde qui démarre ainsi pour la Guinée. Avec le groupe Bolloré qui semble assuré d'avance d'être en position de monopole pour vingt-cinq ans renouvelables ! »* Il y a toujours quelque chose à tirer d'un pays en survie. Les Chinois aussi l'ont bien compris, qui déversent sur la Guinée un flot continu de camelote *« adaptée au pouvoir d'achat des Guinéens »*, comme nous le confirme un employé de l'ambassade de Chine. *« Nous profitons d'un marché sans règles »*, dit-il pour résumer le secret de la réussite sur un continent que, répétons-le, *« la crise financière mondiale n'atteint pas »*.



Nous plions bagage. Dans les rues, les moteurs à essence vrombissent toujours, rendant difficile l'écoute du « Dadis Show », l'émission à succès qui diffuse, chaque soir ou presque, la bonne parole du capitaine Dadis Camara. Le chef du nouveau régime – remplacé depuis par le numéro trois – promet à nouveau *« la fin de l'impunité »*, le jugement des corrompus et l'électricité sans coupures. Mais, au bar, on préfère le JT de France 2. Dans sa cage aux grilles soudées, Delahousse termine sur une note positive : un milliardaire indien, bon patriote, vient d'acheter pour 1,8 million d'euros les lunettes, le bol et les sandalettes de Gandhi. Comme quoi, être pauvre peut finir un jour par payer.



Photographies ©Julien Brygo

1 *« L'homme africain n'est pas assez entré dans l'Histoire »*, Nicolas Sarkozy, discours de Dakar, 26.7.07.

Soirée foie gras au « Figaro »

Le 17 mars, le quotidien de Serge Dassault célébrait dans un hôtel de luxe un « dîner-débat » sur la culture comme « antidote à la crise ». Pas la crise de foie…

Pour atténuer les rigueurs de la crise, *Le Figaro* organise depuis décembre de somptueux dîners-débats à l'hôtel Lutetia à Paris. Après Alexandre Adler, Philippe Labro, Nicolas Baverez et Jean Peyrelevade, c'était au tour de Marin Karmitz et de Renaud Donnedieu de Vabres de se détendre le 17 mars sur l'estrade du salon Borghese. Le thème de leur joute – « La culture : antidote à la crise ? » – n'a pas altéré l'appétit du public pour le menu à 79 euros, composé de foie gras de canard, d'un jarret de veau braisé à la sauge, d'un mille-feuille à la crème légère et de vin à volonté.

Responsable des conférences du *Figaro*, la journaliste Sara Yalda se charge des présentations. Donnedieu, qui sort tout juste de table, se frotte la panse sous les éloges de l'hôtesse : « *Vous avez été ministre du gouvernement Villemin, euh Villepin, vous avez vaincu le mouvement des intermittents, vous êtes un remarquable cuisinier…* » Marin Karmitz, qui étrenne son costume de délégué général du Conseil pour la création artistique que Nicolas Sarkozy vient de lui tailler sur mesure, soulève l'enthousiasme de la salle. On rappelle ses nombreux prix, les chefs-d'œuvre qu'il a produits et son engagement pour le « *cinéma de proximité* », mais pas son passé maoïste. Les groupies de Marin sont venues en nombre : pas moins d'une cinquantaine de marinettes resplendissantes et coiffées comme pour la parade, contre seulement seize mâles maigrichons et presque chauves.

Le patron des cinémas MK2 veut d'abord rassurer son compère : le conseil qu'il préside n'est qu'une « *sorte de boite à idées* » qui n'entend pas disputer ses pouvoirs au ministère de la Culture. *Le Plan B* s'en moque et se concentre sur le mille-feuille et sa boule de vanille Bourbon. Le producteur-réalisateur de *Coup pour coup* – un documentaire qui, disait-il autrefois, attaque « *le patronat en légalisant d'une certaine façon les actes illégaux que sont les occupations d'usine et les séquestrations de patrons*[1] » – fait vibrer le parterre d'abonnés du *Figaro* en train de laper la vanille qui s'est mise à fondre : « *J'ai comme président le président de la République !* » Il avouera en aparté qu'il vit sa position de renégat avec beaucoup « *d'amusement* ».

Le débat est maintenant ouvert : « *Est-ce qu'en temps de crise la culture devient une valeur refuge ?* » Les débatteurs conviennent que oui. Karmitz, PDG d'un groupe devenu tentaculaire qui tente d'éliminer la moindre salle indépendante encore présente dans ses zones d'influence, plaide néanmoins – peut-être pour « s'amuser » – en faveur d'une démocratisation radicale de la culture : « *Il fallait filmer l'exposition "Picasso et ses maîtres" pour la diffuser sur Internet afin que tout le monde puisse la voir. Notamment les personnes âgées dans les villages les plus reculés.* » Donnedieu, lui, préconise de mettre « *des appartements dans le château de Versailles à la disposition des mécènes étrangers lors de leur passage à Paris* ». Karmitz ne peut que se rallier à cette proposition très applaudie.

Nos duettistes abordent à présent l'épineux problème des intermittents du spectacle et de leur régime d'indemnisation « *parfois choquant* », comme l'annonce la maîtresse de soirée. « *Il y avait des abus, il fallait sanctionner* », gronde « RDDV » en retenant un rot. Karmitz abonde : « *Renaud a fait une description parfaite de la situation.* » S'ensuit un échange de molletons sur le téléchargement libre, l'ex-ministre UMP refusant « *le terme de "piraterie" parce que c'est un terme très sympathique* », alors que le patron de gauche préfère celui de « *vol organisé* ».

Le public, qui n'ose pas demander du rab de dessert, applaudit frénétiquement les proverbes pour dimanches en famille qui pleuvent de la tribune : « *La culture est ce qu'il y a de plus profond dans l'être humain* » (Karmitz), « *Dans le champ culturel, on a besoin de l'addition des énergies* » (Donnedieu), « *En littérature il faut faire des efforts* » (Karmitz), etc. Tout le monde rentre satisfait : *Le Plan B*, qui emporte un exemplaire du menu dédicacé par Marin Karmitz (voir document), et les abonnés du *Figaro*, qui ont mangé du foie gras avec deux géants de la culture française. Un peu barbouillé, Donnedieu s'éloigne en balbutiant : « *Yves Saint Laurent est le dernier nom mondial français. Et il vient de disparaître…* »

1 Bonus du DVD de *Coup pour coup*, Marin Karmitz, MK2 Productions, éditions Montparnasse.

Hôtel Lutetia Paris
Rive-Gauche

Le Figaro

Dîner

Pressé de foie gras de canard aux mendiants,
Riquette au vinaigre de pomme

Jarret de veau Français braisé à la sauge,
Pâtes aux champignons, au chorizo et à l'oignon nouveau

Mille feuille à la crème légère,
Et à la vanille Bourbon

Café et douceurs

Vins

A.O.C Bordeaux, Beau Mayne, Rouge, 2007
A.O.C Bordeaux, Beau Mayne, Blanc, 2007

Mardi 17 Mars 2009

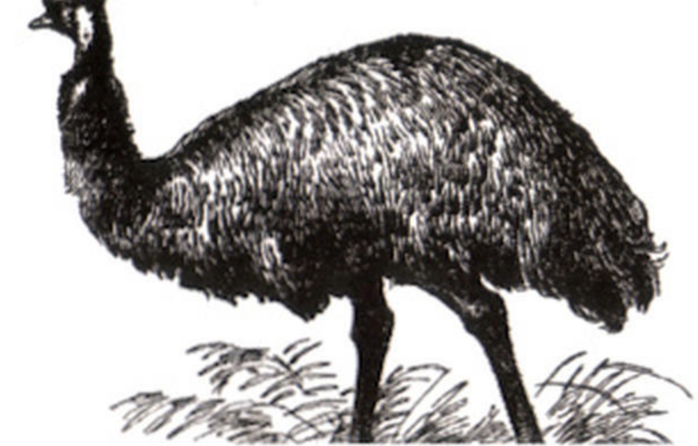
Le menu « culture » dédicacé par Marin Karmitz.



Les charmes du Pôle emploi

Virginie, 28 ans, est inscrite comme demandeuse d'emploi à Toulouse. Animatrice radio, elle a enchaîné emplois aidés et contrats précaires dans des stations associatives et commerciales. Le 25 février, elle reçoit un mail du Pôle emploi qui lui fait miroiter un contrat d'intermittence de douze jours comme « *hôtesse pour animation* », un job qui consiste à assurer la « *promotion de diverses marques de boisson en bar de nuit* » durant les week-ends de mai et de juin. « *En clair*, traduit Virginie, *on me propose de me trémousser en boîte de nuit pour fourguer du Ricard à des gogos. Et il ne s'agit pas d'une offre automatique : un agent du Pôle emploi a pris la peine de comparer l'annonce avec mon CV, de la juger "raisonnable" et de me l'expédier de manière anonyme.* » Contactée par *Le Plan B*, une porte-parole du Pôle emploi de Midi-Pyrénées trouve cette méprise « *à pouffer de rire* » avant d'invoquer une possible confusion entre le profil d'animatrice radio et celui d'entraîneuse de bar. Le plan de carrière proposé à Virginie est à peine plus loufoque pourtant que le tout-venant des offres moulinées par l'agence publique. Pour José Rodriguez, de la CGT-ANPE de Toulouse, le fameux « *traitement individualisé* » dont se gargarise le Pôle emploi à coups de contrôles et de convocations ne vise qu'à camoufler une « *approche de masse basée sur les intérêts des gestionnaires, auxquels on demande de faire du chiffre pour contenir la montée du chômage* ». Le 5 mars, une semaine après avoir fait « *pouffer* » la porte-parole, *Le Plan B* constatait d'ailleurs que l'annonce du bar de nuit figurait toujours sur le site du Pôle emploi, à la rubrique « Animation radio ». Elle restait donc considérée comme une « *offre raisonnable d'emploi* », de celles qu'un chômeur ne peut refuser deux fois consécutives sans encourir une suppression de ses indemnités, conformément à la nouvelle convention Unedic. À la prochaine annonce, Virginie devrait donc éviter de faire la fine bouche.

Mlle Paule Emploi



Les nouveaux sarkozistes

Marianne (7.2.09) a interrogé plusieurs essayistes sur les motifs de leur conversion au sarkozisme. Pascal Bruckner prétend avoir « *toujours voté à gauche, sauf pour Sarkozy au second tour.* » Mais il ne désespère pas de redevenir socialiste : « *Je suis de la gauche* Charlie Hebdo », précise-t-il. Philippe Raynaud, l'homme qui donne toujours l'impression de somnoler quand il parle à la radio dit un peu la même chose : « *J'ai pris mes distances avec la gauche, sans toutefois jamais rompre. Dans la culture de gauche, les gens qui me sont sympathiques, ce sont des républicains amis de l'État d'Israël et des États-Unis.* » Quant à Jean-Luc Mano, ancien leader des étudiants communistes, il explique : « *Je vote à gauche, à part en 2007 ! Mais à quoi sert-elle, la gauche, pour les catégories populaires ?* » Pour mieux s'adresser à elles, Mano est devenu conseiller en communication de Michèle Alliot-Marie.

France Info, zone franche

Pour alimenter son site Internet, France Info pioche depuis quelques mois dans la pouponnière de luxe du Parti de la presse et de l'argent (PPA) : le Centre de formation des journalistes (CFJ). Chaque matin, de 6 heures à 9 heures, des étudiants qui se rêvaient en Albert Londres ou en Claire Chazal bourrent de dépêches le fameux « france tiret info point com » martelé à l'antenne. Leur salaire les place en concurrence directe avec les sous-traitants chinois : 2 euros l'heure, soit 6 euros par matinée. Les plus audacieux ont protesté timidement, mais « *la rédaction nous a opposé une fin de non-recevoir*, se plaint au *Plan B* l'une des frondeuses. *Ils nous ont dit qu'il y avait plein d'étudiants qui voulaient faire ce boulot.* » Pourquoi 2 euros l'heure ? Parce qu'à ce tarif l'employeur n'a aucune charge à payer, leur a indiqué France Info avec tact.



EN HAUSSE :

Le NPA. Au nombre des principes fondateurs du Nouveau Parti anticapitaliste adoptés lors du congrès du NPA en février dernier : *« Une critique radicale du système capitaliste, sérieuse et cohérente, ne peut se faire sans critique radicale de la culture, de l'art et des médias puisqu'ils sont les verrous de l'idéologie dominante et, par conséquent, un obstacle important à l'émancipation de toutes et tous. »*


samedi 28 - dimanche 29 mars 2009

Les confidentiels du Figaro

Wolinski travaille pour le Medef

Jérôme Bédier, président de la commission Europe du Medef et de la Fédération des entreprises du commerce et de la distribution, sortira la 9 avril un livre aux éditions Eyrolles intitulé *Le Réveil de l'Europe*. Cet ouvrage, qui expliquera le rôle essentiel des entreprises dans la construction européenne, sera illustré par Wolinski.

La fortune de Wolinski. Selon *Le Figaro* (28-29.3.09), très bien informé sur les activités des amis du patronat et de Sarkozy, *« Wolinski travaille pour le Medef. Jérôme Bédier, président de la commission Europe du Medef, sortira le 9 avril un livre intitulé* Le Réveil de l'Europe. *Cet ouvrage, qui expliquera le rôle essentiel des entreprises dans la construction européenne, sera illustré par Wolinski ».* Le patron sarkoziste de *Charlie Hebdo*, Philippe Val, s'était déjà rendu à l'université d'été du Medef. De son côté, Bernard Maris a participé aux Ateliers du changement de l'UMP. Le film : www.lesateliersduchangement.fr/refondation-du-capitalisme/video-point-etape-refondation-du-capitalisme

Philippe Corcuff. L'universitaire chauve a encore réussi à vidanger une tribune dans les pages du *Monde* (7.2.09) ! Titré « Pour une nouvelle dialectique, libertaire, entre mouvements d'en haut et d'en bas », le texte est (naturellement) incompréhensible. Corcuff nous recommande d'*« oublier les épines totalitaires de certains trajets anticapitalistes »* et de leur substituer *« une mélancolie ouverte sur l'avenir ».* Laquelle sera le *« produit d'une diversité de traditions, passées au crible de la critique, métissées entre elles, confrontées à des problèmes renouvelés et enrichies d'expériences neuves ».* En vente dans tous les supermarchés, au rayon « shampoings bio ».

EN BAISSE :

Olivier Besancenot. Dans *Le Point* (26.3.09), un article sur le porte-parole du NPA explique : *« La réflexion de Besancenot se nourrit aussi des observations de ses copains. Parmi eux, le reporter écologiste Nicolas Hulot. Ils se retrouvent en tête-à-tête dans les bistrots de Paris. "On est tous les deux contre une forme de capitalisme sauvage, pour des raisons sociales, humanistes et écologiques, précise Hulot. Ce qui ne veut pas dire que j'adhère à tout ce que préconise le NPA." »* Ne reste plus au chiraquien préféré de TF1 et à l'anticapitaliste favori d'Arlette Chabot qu'à lancer une émission de téléachat vert.

Laurent Fabius. Injustement soupçonné d'être un sanglant marxiste depuis qu'il avait appelé à voter « non » au référendum sur le TCE en mai 2005, l'ancien Premier ministre a renoué avec ses amis milliardaires. Selon *Paris Match* (12.2.09) : *« Le 4 janvier, au cinéma La Pagode* [dans le VIIe arrondissement de Paris], *Rachida Dati, Laurent Fabius, François Pinault, Gérard Depardieu, Alain Delon, Arthur et, bien sûr, Arielle Dombasle ont applaudi la projection du portrait de Bernard-Henri Lévy, réalisé par Éric Dahan* [diffusé] *sur France 5. »*

Kaboul. La capitale afghane, qui a résisté aux Britanniques, puis aux Soviétiques, puis aux Américains, tremble ! Christophe Barbier, directeur de *L'Express*, l'a prévenue : *« S'engager contre les talibans, c'est, d'abord, défendre la face éclairée de la civilisation. Le "No pasaran" d'aujourd'hui se joue, face à l'islamisme, dans la vallée d'Uzbin et sur la route de Jalalabad.* [...] *Il faut contenir ceux qui veulent détruire nos valeurs* [...]. *On dort tranquille à Saint-Germain-des-Prés parce qu'on veille, anxieux, à Kandahar. »* Après une surprise-partie avec son amie Carla Bruni-Sarkozy, Christophe apprécie en effet de pouvoir dormir jusqu'à midi.

Jacques Attali. Quelques jours avant le sommet du G-20, Jacques Attali a prophétisé : *« C'est un échec programmé. Nous vivons sous la domination du modèle anglo-saxon, qui n'a aucun intérêt à remettre en cause son propre système financier. »* Motif de ce pessimisme : le sommet se tenait à Londres. Or Attali en avait été chassé seize ans plus tôt quand, dirigeant une banque publique, la Berd, il consacra des sommes mirobolantes à la décoration en marbre rare de ses bureaux.

AU FOND DU TROU :

Edwy Plenel. *« C'est la faute à Plenel »*, estime un socialiste interrogé par *Le Plan B*, pour expliquer le fiasco du meeting du PS au Zénith le 22 mars 2009. L'ancien collègue de Colombani et de Minc collectionne les déconvenues. Son site moustachu Mediapart coule. Et, au Zénith, Edwy a été invité à discourir sur « les libertés d'expression menacées ». Naturellement, l'audience a fui. Tenace, Plenel a néanmoins précisé : *« Si un club UMP non sarkoziste voulait m'inviter, j'irais ! »* Les propositions se feraient attendre...



La berceuse qui valait 374 millions

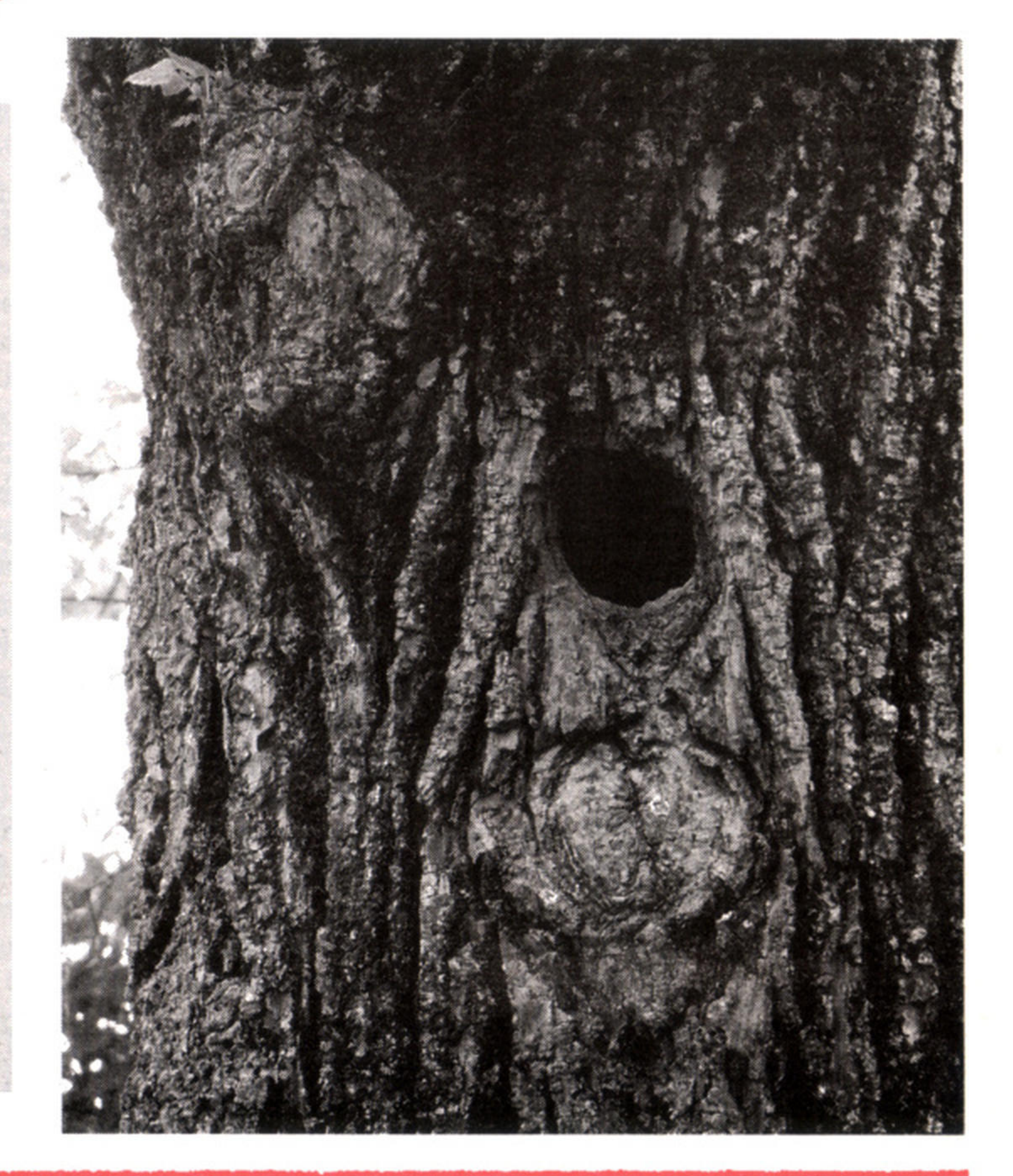
Les parachutes dorés des grands patrons scandalisent *Libération*. Mais, quand Picsou vend de l'art sous emballage Yves Saint Laurent, le cliquetis des pièces d'or lui évoque une chanson de Barbara...

« Dispersion », éditorial de *Libération* (21 février 2009), par Gérard Lefort

« La vente du siècle. Peut-être, mais lequel ? Par-delà les profits escomptés qui permettront de tester le recul ou non du marché de l'art en temps de crise ❶, la vente Bergé-Saint Laurent fait surtout penser à une chanson de Barbara, *Drouot*, où il est question de *"ceux qui, pour quelques sous, rachètent pour les vendre les trésors fabuleux d'un passé qui n'est plus"*. Mais qui fredonne aussi : *"Les choses ont leurs secrets, les choses ont leurs légendes. Mais les choses nous parlent si nous savons entendre."* Écoutons donc que, dans l'arrière-monde de l'événement bruyant et mondain ❷, un murmure est audible : une berceuse qui nous dit de Pierre Bergé que sa plus belle histoire d'amour c'était lui, ce bien-aimé, ce fiancé d'une vie, ce Saint Laurent qu'il n'appelle qu'Yves et qu'on entend "vive", cet artiste de la race des grands nerveux, chers à Proust. Cette vente singulière tant elle expose, en public, une vie privée, referme la porte du souvenir des amours d'antan. Elle est aussi la dernière page d'un roman tumultueux ❸ qui s'est écrit pendant plus de cinquante ans. Pierre et Yves, jeunes, voyous et insolents ❹, au gré de leurs brocantes, témoignant par leurs choix d'un goût et d'une époque où il n'était pas encore besoin d'être milliardaire pour se payer un Mondrian. Le tout comme une rapine serrée dans la grotte-appartement de la rue de Babylone ❺, à force encombrée, hésitant entre les réserves mythologiques du Xanadu de *Citizen Kane* de Welles, le cabinet de curiosités et la chambre aux sortilèges décrite par Cocteau dans *Les Enfants terribles*, où la nacre d'un coquillage est tout autant un trésor que le regard d'un enfant peint par Goya ❻. »

6

Le lecteur l'aura compris : Gérard Lefort sait lire. Le comité scientifique du *Plan B*, réuni en urgence par la direction du bon goût, s'étonne de ce que le responsable du rayon « Culture » de *Libération* n'ait pas ouvert toutes grandes les écluses de sa fatuité, nous privant des références que chacun attendait à la suite des premières : le mariage de la fille du duc Fulbert de Pouille (Frénégonde) avec le comte Godefroy de Montmirail dans *Les Visiteurs*, les rodomontades de l'inspecteur Navarro ou, bien sûr, le chien Dagobert du *Club des cinq*.



Rassurons les lecteurs qui déjà suffoquent d'inquiétude : la « vente du siècle » a rapporté 374 millions d'euros durant les trois jours d'enchères. C'est 20 700 fois le salaire annuel médian en France ; 1 000 fois le montant d'un bonus de banquier ; 100 fois le salaire d'un grand patron du CAC 40 – que la « une » de *Libération* (24.3.09) jugera *« indécent »* un mois plus tard. *« Les managers des grands groupes continuent à se verser des émoluments extravagants »*, plâtre le directeur de *Libération*, Laurent Joffrin, soudain indigné par la *« culture de l'avidité »* que son journal n'a pourtant cessé d'encourager depuis 1981. Le 4 août 2000, par exemple, l'éditorial du quotidien fondé par Jean-Paul Sartre expliquait sans rire : *« Bienheureux les nouveaux riches ! Non seulement ils nagent dans des flots d'or mais en plus ils sont à la mode.* […] *La richesse prend un aspect méritocratique qu'elle a toujours eu outre-Atlantique mais que la culture française, intrication perverse d'arguments républicains et de réalités conservatrices, rejetait de sa grille de valeurs. »* Mais comment parler d'argent, le sujet préféré des journalistes parisiens, dans un contexte de crise et de licenciements ? Facile : il suffit de parler d'art. La mythologie des « créateurs » et des mécènes veut en effet que l'or de l'art soit pur. Cette mythologie, *Le Plan B* va la détruire.

1

Les héros du roman tumultueux de Pierre et Yves n'ont pas tous connu le même destin. En octobre 2002, 160 personnages secondaires, chargés de la confection dans les ateliers d'Yves, étaient licenciés après la liquidation judiciaire de la société Yves Saint Laurent Haute Couture. L'intrigue (secondaire) de leur lutte ne se conclura qu'après plusieurs semaines, lorsque Yves et Pierre acceptent de leur concéder quelques euros. *« Voilà six mois que nous attendons sans avoir aucune garantie. On a pourtant fait des efforts et terminé les commandes des clientes sans rien dire, par respect pour M. Saint Laurent »*, confie l'une des sous-héroïnes, Catherine, à *L'Humanité* (31.7.02). Mais la trame narrative principale (mêlant bon goût, savoir-vivre et haute couture) n'allait pas être trop bouleversée par ce coup de théâtre. *Libération* titrerait ainsi : « Plan social sur mesure pour YSL Haute Couture » (29.10.02).

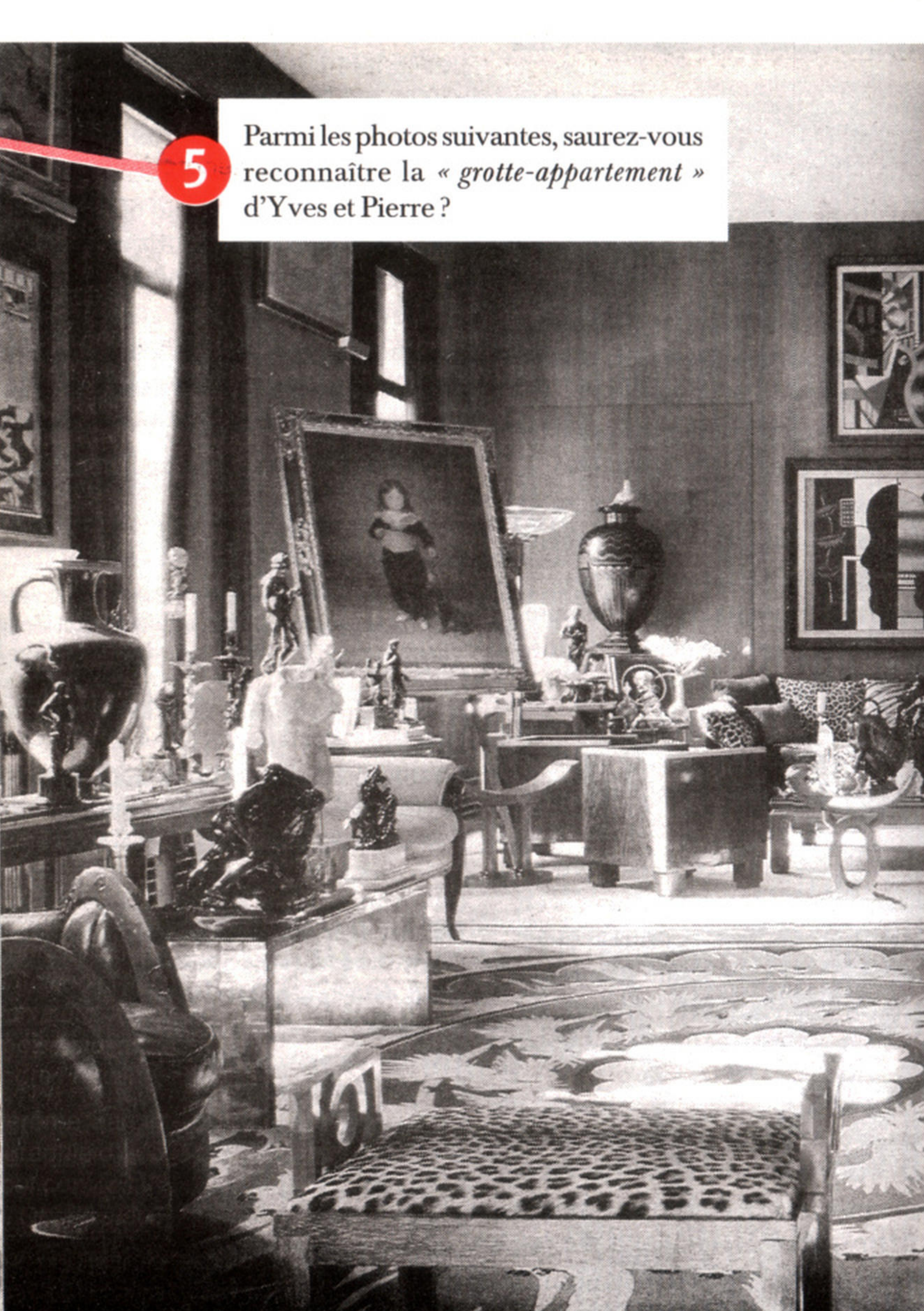
2

Laurent Joffrin avait souhaité faire du *Nouvel Observateur* un « Gala *pour riches* » (François Ruffin, *Les Petits Soldats du journalisme*, Les Arènes, 2003). Arrivé à *Libération*, il va à l'essentiel : le *« bruyant »* et le *« mondain »*. Le 21 février 2009, alors que l'actualité se *« disperse »* dans l'anecdotique (grève générale en Guadeloupe, crise financière, licenciements en masse dans le secteur de l'automobile, notamment), le quotidien barbichu consacre sa « une », son édito et ses deux premières pages à la vente aux enchères de la collection d'art rassemblée par le couple Pierre Bergé-Yves Saint Laurent.

3

4

Alors que les *« voyous insolents »* Bernard Madoff ou Allen Stanford avaient échafaudé des montages douteux pour accumuler les dollars, Pierre Bergé et Yves Saint Laurent se sont contentés d'appliquer la vieille recette des grands-mères Wendel, Pinault, Arnault ou Bolloré : celle du capitalisme à rouflaquettes. Le principe de cette grivèlerie légalisée est si élémentaire que *Le Plan B* s'en veut presque de l'énoncer : chaque travailleur produit une richesse supérieure à celle qu'il perçoit en salaire. Il fournit donc un « surtravail » qui génère une « survaleur ». Un certain Karl décrivait les choses en ces termes : *« La période d'activité qui dépasse les bornes du travail nécessaire coûte, il est vrai, du travail à l'ouvrier, une dépense de force, mais ne forme aucune valeur pour lui. Elle forme une plus-value (ou survaleur) qui a pour le capitaliste tous les charmes d'une création* ex nihilo. […] *Les différentes formes économiques revêtues par la société, l'esclavage, par exemple, et le salariat, ne se distinguent que par le mode dont ce surtravail est imposé et extorqué au producteur immédiat, au travailleur »* (Karl Marx, *Le Capital*). Contrairement à ce que déclarait Pierre Bergé au sujet de sa collection – *« L'argent qui vient de la création revient à la création »* (*Libération*, 21.2.09) –, l'argent qui *« revient à la création »* est produit par le travail des salariés des entreprises possédées par Pierre Bergé.



5 Parmi les photos suivantes, saurez-vous reconnaître la *« grotte-appartement »* d'Yves et Pierre ?

CONNIVENCES et COMPLAISANCES



♥♥♥♥♥♥♥♥♥ **La rubrique de l'amour** ♥♥♥♥♥♥♥♥♥

♥ **29 janvier.** *TéléObs*, le supplément télévision de l'hebdomadaire fondé par Jean Daniel, recommande deux rediffusions par France Culture de « Un été avec Jean Daniel ».

♥ **29 janvier.** *« Exercice d'érudition », « tour de force », « passionnant »*, etc. : l'éditorialiste de *L'Express* Christian Makarian n'a pas épargné sa salive en rendant compte dans *L'Express* du dernier livre de Jacques Attali, autre éditorialiste de *L'Express*.

♥ **2 février.** Sur France Inter, Thomas Legrand conseille *« un livre passionnant. Alors levons d'abord tout soupçon, je ne dis pas ça parce que Françoise Degois est de France Inter, si j'avais trouvé ce livre sans intérêt particulier, je n'en aurais pas parlé tout simplement »*. C'est l'évidence.

♥ **11 février.** *« Effort de narration, soin de construction : deux signes distinctifs de cette revue de presse singulière. »* Celle de Frédéric Pommier, sur France Inter, langoureusement humectée dans *Télérama*. L'hebdo souhaiterait-il y être cité plus souvent ?

♥ **21 février.** Sur Europe 1, dans l'émission « Médiapolis », Olivier Duhamel et Michel Field reçoivent Laurent Joffrin pour parler de son dernier opuscule, édité dans la collection « Médiathèque » du Seuil, dirigée par Olivier Duhamel et dont Field est l'un des auteurs.

♥ **21 février.** Pour se montrer encore plus élogieux que Makarian sur le dernier livre d'Attali, Maurice Szafran déroule sa langue de compétition dans *Marianne* : *« Habileté intellectuelle sans pareille dans le mouvement historique.* […] *Un vrai bonheur d'écriture* […]. *Pédagogie, sens de l'histoire et du récit, connaissances encyclopédiques sans jamais tomber dans l'emphase ou la pédanterie… »* Ni dans la flagornerie.

♥ **26 février.** Ce jour-là, Sébastien Demorand publie *Les Cuisines de la critique gastronomique*, dans la collection… « Médiathèque » du Seuil, dirigée par son frère, le boulimique Nicolas Demorand. Sébastien sera invité à en parler sur France Culture (4 mars) par Ali Badou, le Vendredi radiophonique de Demorand.

♥ **28 février.** Dominique Wolton, co-auteur d'un livre avec Stéphane Paoli, est invité par… Stéphane Paoli dans sa matinale de France Inter.

♥ **2 mars.** Bénédict Beaugé, co-auteur du livre de cuisine de Sébastien Demorand (frère de Nicolas, animateur de France Inter), est invité sur France Inter dans « J'ai mes sources », l'émission de Colombe Schneck programmée dans la tranche horaire animée par Nicolas Demorand.

♥ **9 mars.** Sur France Inter, cet échange burlesque :
Nicolas Demorand : *« De la radio à la télé, ce soir, dans l'émission de Mireille Dumas, "Vie privée, vie publique", sur France 3 à 20 h 35.*
Colombe Schneck : *Oui. À quoi ressemble en vrai Vincent Parizot, comment s'habille Nicolas Demorand, à quelle heure se réveille Marc-Olivier Fogiel* […] ? *Les trois présentateurs de France Inter, Europe 1 et RTL réunis pour la première fois ensemble sur un plateau télé. Bonjour, Mireille Dumas ! »*

♥ **12 mars.** Dans *Le Point*, Alain Duhamel salue le dernier livre de son ancien comparse balladurien Alain Minc, *« toujours aux avant-postes du changement »*.

♥ **17 mars.** André Fontaine salue dans *Le Monde* le dernier livre d'Alain Minc, *« l'étendue de son érudition et ses bonheurs d'écriture »*. Dans *Le Nouvel Observateur*, Alain Minc avait léché, le 28 septembre 1995, *« un récit minutieux, exhaustif,* […] *un tableau passionnant »* d'André Fontaine.

♥ **19 mars.** Dans *Le Nouvel Observateur*, Jérôme Garcin célèbre *« un très grand livre »*, l'autobiographie d'une *« femme moderne des Lumières »* qui a *« tout compris »* : Mona Ozouf, collaboratrice du *Nouvel Observateur*.

♥ **26 mars.** *Le Nouvel Observateur*, encore lui, publie trois pages de « bonnes feuilles » (des extraits) du dernier livre de Robert Schneider, journaliste au *Nouvel Observateur*.

En 1944, le plan anticrise des Belges

L'opération Gutt, lancée en Belgique à la Libération, rappelle qu'à une époque, pour juguler la crise, des gouvernants – même de droite – n'hésitaient pas à prendre l'argent dans la poche des riches.

Dans quelles proportions l'État doit-il intervenir pour sauver une économie en déroute ? Cette question obsédait déjà les élites belges en 1942. « *On dit, et la formule est charmante : "L'État se borne à tracer des cadres à l'intérieur desquels l'individu agit librement." C'est magnifique mais* quid *si les cadres sont si étroits que l'individu y étouffe ?* » s'inquiète Camille Gutt, alors ministre des Finances dans le gouvernement belge exilé à Londres. « *Je suis adversaire de l'étatisme* », lui rétorque son compère Georges Theunis, gouverneur de la Banque nationale de Belgique (BNB)[1]. Autant dire que ces Bouvard et Pécuchet de la haute finance – l'un libéral, l'autre catholique conservateur – méritent pleinement la confiance des patrons restés au pays. Pourtant, les deux notables vont élaborer un plan d'assainissement monétaire, l'« opération Gutt », qui traumatisera les grosses fortunes au sortir de la guerre.

La fessée de Galopin

En 1939, juste avant l'invasion de leur pays par les nazis, les dirigeants belges les plus prévoyants avaient pris la poudre d'escampette. Camille Gutt et son Premier ministre, Hubert Pierlot, déménagent à Londres en emportant dans leurs valises l'or de la BNB, une partie de son stock de billets et son matériel d'impression. Georges Theunis, lui, s'enfuit à New York.

En Belgique, leurs collègues font contre mauvaise fortune bon cœur en cajolant les Allemands et en ruinant l'économie. Les occupants et le comité Galopin – du nom d'un patron belge, Alexandre Galopin, gouverneur de la Société générale de Belgique – échafaudent en effet un système dit « de compensation multilatérale » qui oblige le pays à livrer des produits industriels à l'Allemagne en échange de matières premières et de denrées alimentaires. Mais les nazis maîtrisent mal la notion de commerce équitable : ils prennent tout et ne rendent presque rien. Ajoutée au paiement des frais de l'armée d'occupation, cette saignée provoque une émission massive de billets et un processus d'inflation alimenté par la rareté des biens de consommation. Si l'on retient comme base la moyenne de la période 1936-1938 (indice 100), la circulation monétaire et fiduciaire atteint en septembre 1944 l'indice 400, les salaires 133, les prix officiels (contrôlés par l'occupant) 210 et les prix au marché noir 1 640[2]. Et la débâcle menace de s'aggraver encore, une fois l'économie « normalisée », lorsqu'aura pris fin le contrôle des prix, des salaires et de la production.



En guise de remède, Bruxelles préconise une dévaluation du franc belge, une augmentation des salaires et, du bout des lèvres, l'idée d'un impôt sur les bénéfices de guerre. Mais les responsables exilés à Londres et la BNB veulent aller plus loin. Dès 1942, Camille Gutt parle d'un emprunt public forcé et d'un impôt sur le capital. Sa position l'emporte. Après deux années de préparatifs, et une fois la Belgique libérée, en septembre 1944, l'opération Gutt est lancée.

Elle commence dès le 6 octobre, avec la promulgation par le gouvernement quadripartite (catholiques, libéraux, socialistes, communistes) de quatre arrêtés qui horrifient les classes aisées. Les anciens billets de 100, 500, 1 000 et 10 000 francs belges n'ont plus cours légal et doivent être échangés dans un délai de quatre jours contre de nouveaux billets imprimés à Londres pour un montant maximal de 2 000 francs, soit un mois et demi de salaire ouvrier. Les comptes en banque sont bloqués : leurs titulaires ne peuvent disposer librement que de 10 % de leur argent, le reste, ainsi que le surplus éventuel de billets anciens, étant placé sur des comptes bloqués. Une partie de ce magot est convertie en emprunt à court terme, sans intérêts, que l'État mettra quatre ans à rembourser. Une autre devient un emprunt public obligatoire à long terme assorti d'un faible taux d'intérêt. Ce qui reste à gratter part en prélèvement direct d'impôts spéciaux : aucune miette ne se perd[3].

Profits taxés à 100 %

L'idée d'assainir les finances publiques en couplant rigueur salariale, siphonnage de la masse monétaire et ponction des riches séduit aussi en France. Le ministre de l'Économie, Pierre Mendès France, prépare sa propre opération Gutt, mais de Gaulle la refuse, jugeant l'austérité impossible après quatre années de privations. Gutt, lui, se moque du mécontentement populaire autant que des jérémiades patronales. Il a anticipé ces dernières dès 1943 : « *Bien entendu, dès que le mot* [emprunt forcé] *serait prononcé, on risque de transporter chez lui Galopin mort d'apoplexie, nous ne l'éviterons pas* », écrit-il à Georges Theunis[4]. Comme prévu, les Galopins en herbe tentent de tricher, par exemple en achetant des timbres fiscaux pour écouler leurs billets. Qu'à cela ne tienne : Gutt supprime les timbres en question et décide de « *punir avec extrême sévérité* [les auteurs de] *diverses fraudes*[5] ».

À l'attention des Belges qui se sont enrichis sous l'occupation, Camille Gutt adjoint un volet fiscal à sa réforme monétaire : « *L'impôt sur le capital ne me fait pas peur* », se vante-t-il[6]. Un arrêté contraint les spéculateurs à déclarer les titres nationaux et étrangers qu'ils détiennent. Pour éviter les fraudes, les Bourses restent fermées plusieurs mois et, à leur réouverture en juin 1945, seuls les titres dûment déclarés auprès des institutions financières peuvent se négocier. Gutt entend en outre taxer à presque 100 % l'accroissement des patrimoines survenu entre mai 1940 et septembre 1944. Mais la chute du gouvernement Pierlot, en février 1945, entraîne le départ du ministre et l'édulcoration de son projet : seuls les bénéfices engrangés sur les transactions avec l'occupant seront saisis intégralement[7]. Insuffisant, mais encourageant…

Si l'opération est un succès sur le plan monétaire – la circulation des billets a été divisée par trois en quelques jours –, les prix tardent à baisser : la contre-offensive allemande de l'hiver 1944-1945 entraîne un nouveau gonflement de la masse monétaire qui, conjugué à la pénurie persistante des biens de consommation, fait carburer l'inflation. Parce qu'il laisse intacts les modes de production et de propriété, le plan Gutt n'a pas non plus supprimé les inégalités de richesses, même s'il les a atténuées provisoirement. Mais il témoigne d'une époque où l'euro n'engluait pas encore la politique monétaire et où un ministre des Finances, si hostile à l'étatisme fût-il, ne se gênait pas pour ponctionner les nababs. Lesquels ne lui en ont d'ailleurs pas tenu rigueur, puisqu'en 1946 Camille Guttt était promu directeur du… FMI.

1 Correspondance entre Camille Gutt et Georges Theunis, mai-juin 1942, citée dans Jean-François Crombois, *Camille Gutt. 1940-1945. Les finances et la guerre (1940-1945)*, Bruxelles, Ceges, 2000, p. 443.

2 Léon H. Dupriez, « La politique monétaire belge de 1944 à 1949 et la doctrine monétaire », *Revue économique*, vol. 1, n° 3, 1950, p. 280.

3 Les détails du volet monétaire de l'opération Gutt sont issus de Thomas Guggenheim, *Le Problème de la réforme monétaire après la Deuxième Guerre mondiale et la solution en Allemagne occidentale, en Autriche, aux Pays-Bas et en Belgique*, Genève, Georg, 1965.

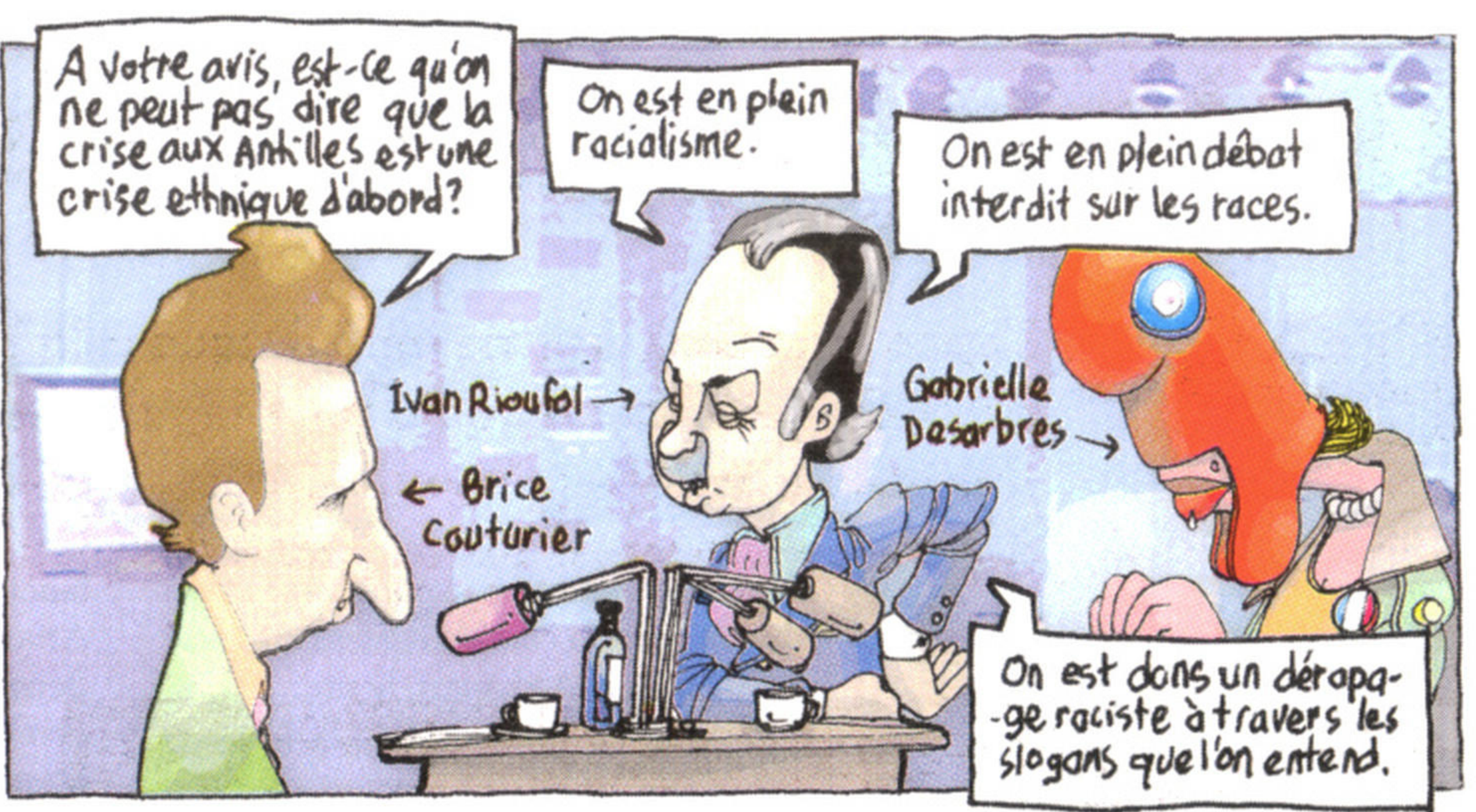
4 Lettre de Gutt à Theunis, citée dans Jean-François Crombois, *op. cit.*, p. 473.

5 Conseil des ministres de Belgique, 10 octobre 1944, procès-verbal n° 6.

6 Cité dans Jean-François Combois, *op. cit.*, p. 473.

7 Voir Erik Buyst, *La Banque nationale de Belgique, du franc belge à l'euro*, Bruxelles, éditions Racine, 2005, p. 166.



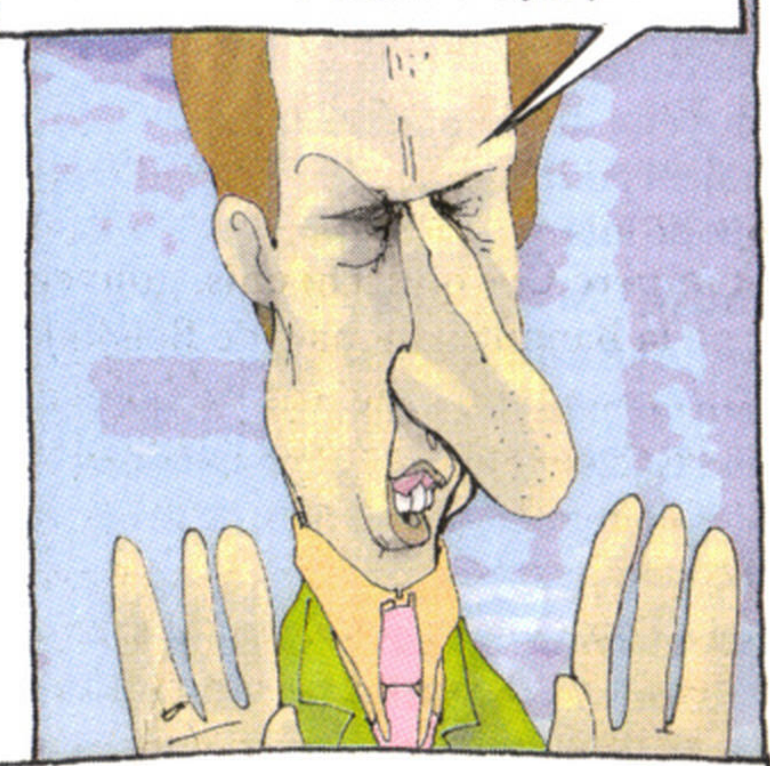




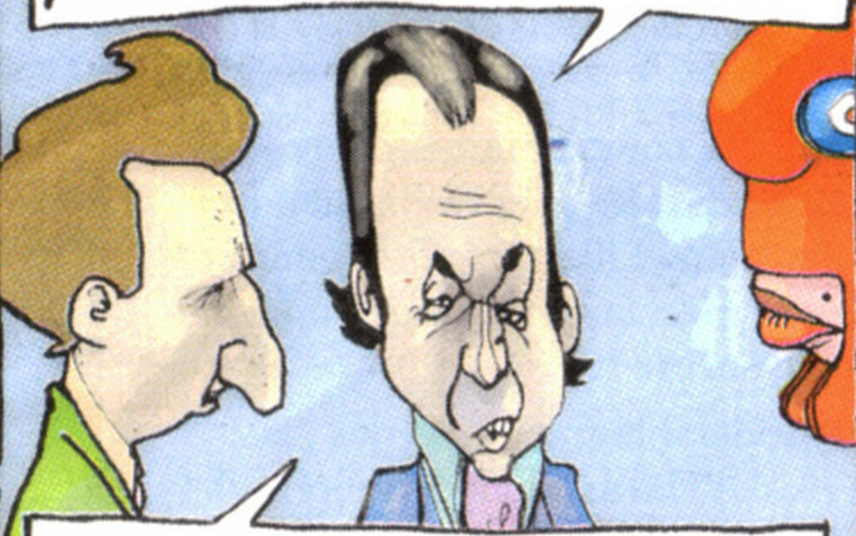


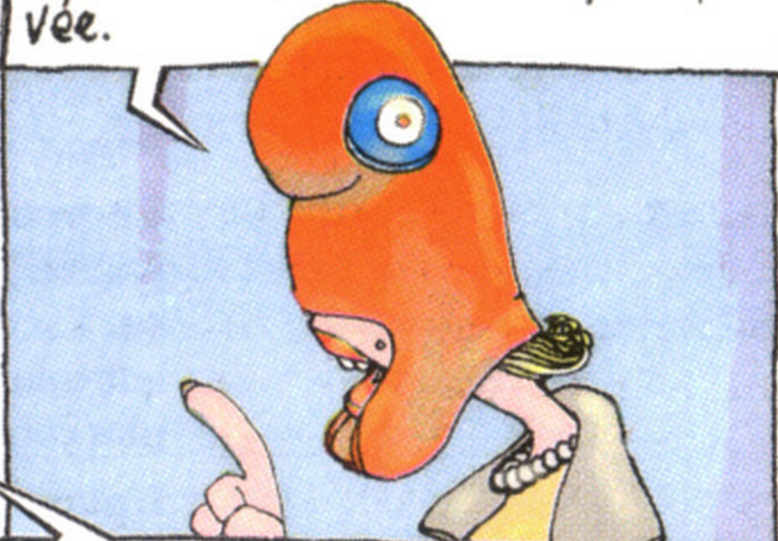
Ces jeunes gens ont commencé à armer leurs fusils pour tirer sur les policiers, ils ont fini par se tuer eux-mêmes...
Je voudrais qu'on revienne à cette question qui fait débat du caractère ethnique, ou plutôt racial, du conflit guadeloupéen.

Que constate-t-on ? Que le LKP, qui en même temps tient un discours très hostile naturellement à la métropole, aux Békés, aux Blancs en général, demande en plus, après tout, que la métropole, les Blancs, viennent pour subvenir encore davantage, pour répondre à la vie chère.



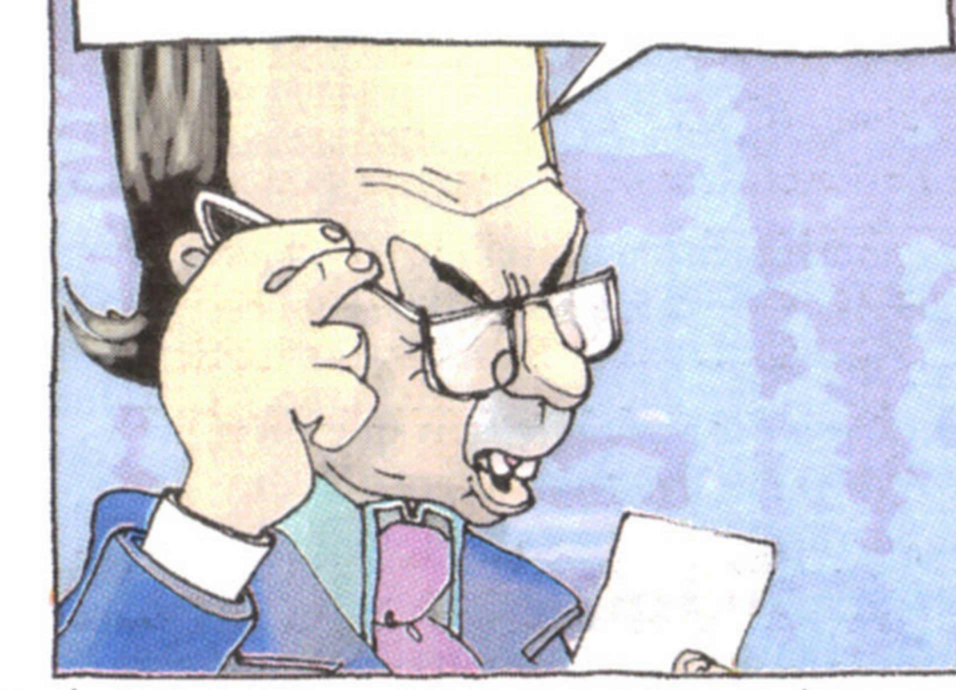


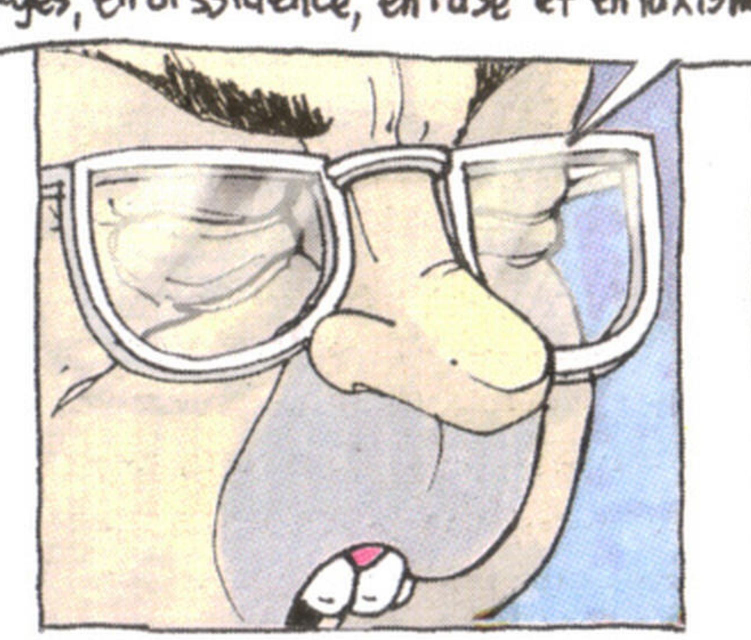


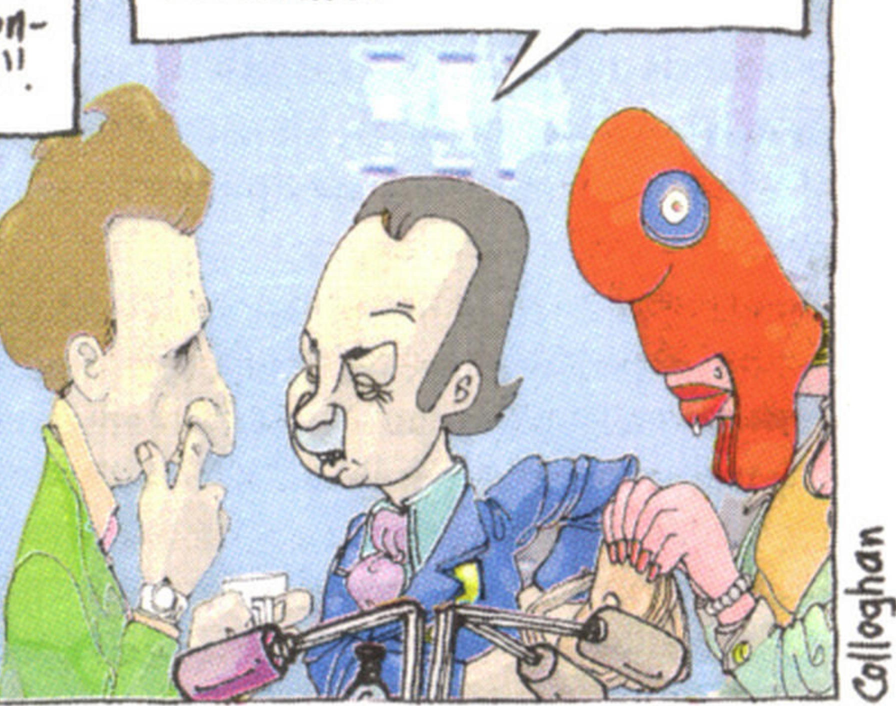












Les citations d'Ivan Rioufol, éditorialiste émérite au Figaro, et de Gabrielle Desarbres, du réseau Riposte laïque, sont tirées de "Du grain à moudre", une émission de France Culture, menée d'une main de maître par Brice Couturier. "Les Antilles : Lutte sociale ou révolte identitaire?" Du Grain à moudre du 26/2/09

LE PROCÈS de… Maurice Lévy



Gardes, faites entrer l'accusé !

Grand, impeccable, le pli du pantalon en lame de couteau, Maurice Lévy écoute l'acte d'accusation avec en main une bouteille thermos de café équitable.

Le président : Face aux dévastations sociales de la crise, les milliardaires et les publicitaires sont mis en accusation. Or, dans *Les Échos* du 23 février dernier, vous avez résumé ainsi votre contribution à l'histoire de l'humanité : *« N'oublions pas que le slogan "Avec Carrefour, je positive", c'est nous. »*

Le procureur [En ricanant.] **:** Dommage que les caissières de Carrefour n'aient pas les moyens de recourir à Publicis, elles pourraient positiver elles aussi, malgré leurs salaires de misère.

L'accusé : Mais relisez *La Cigale et la Fourmi* ! Afin de pouvoir résister à la crise, il a bien fallu que Carrefour stocke des bénéfices obèses ! En 2004, j'ai moi aussi réduit les coûts à Publicis pour atteindre un taux de profit de 17 % et constituer des réserves.

Le procureur : D'après La Fontaine, chacun doit être prévoyant quand le ciel est dégagé afin de mieux affronter les orages. Pas se goberger et imposer les sacrifices aux autres.

L'accusé [Que son avocat essaie de retenir.] **:** En 2002, je n'ai touché *que* 1 795 300 euros ! Alors qu'au même moment Pierre Lescure, quittant Canal Plus, a encaissé 2,9 millions d'euros d'indemnités. Je n'ai pas cette folie des grands nombres, moi.

Le président : Raffarin et Fillon venaient de vous charger d'une campagne de communication gouvernementale sur les sacrifices à consentir pour réformer le système de santé. D'où votre retenue…

Le procureur [S'engouffre dans la brèche.] **:** Pour l'accusé, les sacrifices – relatifs [Il ricane.] – n'ont pas duré. En 2004, il empocha 3 200 073 euros, soit 45,9 % de plus que l'année précédente. [Brouhaha dans la salle.]

L'accusé [Que son avocat essaie à nouveau de retenir.] **:** Je n'étais alors que le TROISIÈME [Il hurle.] salaire de Publicis ! Mes amis Roger Haupt et Kevin Roberts ont encaissé, eux, 5,5 millions d'euros chacun. Et, à Vivendi, Fourtou, qui est pourtant presque aussi bête que Laurent Joffrin [Il s'arrête, regrettant d'avoir brocardé un de ses débiteurs en quasi-faillite.], a même touché 250 000 euros de plus que moi…

Le président : Certains ont jugé inconvenant que, l'année suivante, vous ayez publié dans *Le Monde*…

L'accusé [Qui veut faire oublier sa remarque sur la bêtise, proverbiale, de Joffrin.] **:** Comme *Libération*, dont les éditoriaux sont *très* intelligents [Hoquets de rire dans la salle.], *Le Monde* est un excellent journal dont les lumières auraient cessé d'éclairer la France si nous ne l'avions pas renfloué ! J'ai d'ailleurs évoqué un jour *« l'attachement émotionnel et stratégique que nous avons pour la presse, et en particulier pour* Le Monde *et* Libération. *»* En vérité, Publicis adore tous les supports publicitaires que Publicis fait vivre. La quasi-totalité des médias, en somme.

L'avocat : Attaché au pluralisme et à la diversité, mon client a également versé 5 000 euros à Mediapart, le site…

L'accusé [À nouveau détendu.] **:** … moustachu. [Il sourit.]

L'avocat : … le site payant d'Edwy Plenel. C'est dire, d'une part, que nous ne sommes pas sectaires ; d'autre part, que nous n'hésitons pas à dispenser nos aumônes à des causes perdues.

Le président [Agacé.] **:** Ces considérations nous éloignent de mon interrogatoire. [Il se tourne vers l'accusé.] Dans votre article publié dans *Le Monde* du 29 juillet 2005, vous avez imputé à la mauvaise image de la France l'échec de Paris à décrocher les Jeux olympiques de 2012 : *« On se rétrécit, on se rabougrit et on donne l'image de perdants. Or nul n'a envie de rejoindre des perdants. Nous vivons au-dessus de nos moyens. Que nous le voulions ou non, nous vivons dans une économie mondiale et sommes en compétition avec des pays à bas salaires. »* Puisque vous parlez de salaires, ce genre de « compétition » a-t-il entamé le vôtre ?

L'accusé : Chacun doit faire des efforts ! [Il déplie *Le Monde* et y lit sa tribune.] : *« Il faut se pénétrer d'idées simples : nous ne pourrons créer plus d'emplois sans simplifier la législation du travail, sans admettre la flexibilité et sans autoriser les fluctuations d'effectifs. Et sans revoir la fiscalité des capitaux et des revenus. »*

Le procureur : La cour remarquera qu'AUCUNE [Il articule.] des réformes recommandées par l'accusé n'entraînait d'autre effort pour lui que celui de devoir gérer une fortune personnelle plus considérable encore…

L'avocat : « Considérable », comme vous y allez ! Alors que son rival d'Havas Vincent Bolloré affiche près de 3 milliards d'euros au compteur, mon client n'est que 214ᵉ dans la liste des fortunes françaises. Avec 138 millions d'euros seulement, il se situe derrière les socialistes Élisabeth Badinter et Jean-Charles Naouri, et devance de peu l'ex-maoïste Marin Karmitz.

L'accusé : Halte à cette stigmatisation des publicitaires et des riches ! Dans le mensuel *Capital*, je signalais le danger dès août 2006 : *« Sans faire de distinction, on considère que tous les patrons sont avides et capables des pires bassesses pour gagner de l'argent. Ils sont devenus des cibles, surtout quand ils réussissent à transformer leurs entreprises en champions mondiaux, et à s'enrichir ainsi par leurs stock-options. Dans d'autres pays, on leur est reconnaissant. »* Quant à moi, je me contenterai d'une prime symbolique de 16,7 millions d'euros à mon départ de Publicis en 2010.

L'avocat : Ce n'est pas pour rien que mon client a été, comme Nicolas Baverez et Guy Carcassonne, membre du « comité d'éthique entrepreneuriale » du Medef !

Le président [À l'accusé.] **:** Revenons à la question des médias. Vous fûtes proche de Jean-Marie Colombani et d'Edwy Plenel – vous deviez piloter leur projet d'entrée en Bourse du *Monde* – vous êtes resté très ami avec Alain Minc, vous avez lancé une entreprise sur Internet avec Jacques Attali, vous avez reçu un prix des mains de Bernard-Henri Lévy. Lequel a déclaré : *« Maurice s'est toujours battu pour défendre ses idées. Il est un exemple pour nous tous. »*

L'accusé [Épanoui.] **:** Les deux précédents lauréats de ce prix étaient le PDG de L'Oréal et celui de Coca-Cola.

Le président : En 2004, vous résumez la relation de Publicis à la presse : *« Enfant de la vie, la publicité rappelle que la vie est un tout. En donnant un peu plus de couleur à nos médias, la publicité rend leurs titres et leurs thèmes un peu moins durs, moins tristes, moins douloureux. Plus vivables, en somme. »* Ensuite, sur France Inter, vous expliquez à un Stéphane Paoli béat d'admiration : *« Un monde sans publicité, il suffisait de se promener en Chine et en Union soviétique dans les années soixante-dix. C'est un monde sans couleurs, un monde triste. »* Avec tous vos relais dans les médias, aviez-vous besoin de demander le licenciement d'une malheureuse journaliste du *Figaro* qui avait écrit deux articles peu aimables pour vous ?

L'accusé : De le demander et de l'obtenir ! Emmanuel Schwartzenberg, qui dirigeait le service de la journaliste fautive, est un brave garçon. Il a vite compris que la rubrique « Médias » devait avant tout détailler le génie des agences de publicité. Au demeurant, Emmanuel est courageux, vous savez. Il vient de publier un pamphlet, qu'il m'a dédicacé, contre le système mafieux de la CGT du Livre.

Le procureur : Vous parlez de système mafieux. Mais, grâce à ses connexions politiques, Publicis se partage, comme le Chicago d'Al Capone, le marché publicitaire avec Havas. Même dans *Les Échos* on évoque une *« république bananière »*, des *« réseaux souterrains »*, des *« coups de fil fatidiques »*, une *« situation suffocante »*. En somme, la concurrence, c'est très bien, mais pour les autres.

Le président : Poursuivons. En dehors du fait qu'Élisabeth Badinter est la principale propriétaire du groupe que vous dirigez, quels sont vos rapports avec la gauche ?

L'accusé : Ils sont excellents avec le PS. Quand mes amis de *Libération* ont lancé une campagne sur le thème « Jospin n'a pas assez d'amis patrons », j'ai vite organisé une réunion entre Jospin et une vingtaine de grands entrepreneurs, souvent clients de Publicis. C'était le lundi 16 juillet 2001, au siège du groupe, sur les Champs-Élysées. Quelle belle journée ! Il y avait là Michel Bon (France Télécom), François Roussely (EDF), Pierre Gadonneix (GDF), Louis Schweitzer (Renault), Gérard Mestrallet (Suez), Franck Riboud (Danone), Thierry Desmarest (TotalFinaElf), Jean-Luc Lagardère (Lagardère), Édouard Michelin (Michelin), Daniel Bouton (Société générale) et Philippe Camus (EADS). Les socialistes me doivent une part de leur culture économique. [Il sourit.]

Le président : L'accusé m'ennuie : enfermez-le pendant vingt ans, en tee-shirt et bermuda, dans une cellule avec Jacques Séguéla. À crime exceptionnel…

Prochain Plan B le 19 juin